

Projet LICOM

**LIBERALISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE DES
SERVICES TIC : ENJEUX POUR LE SECTEUR PRIVE ET
IMPLICATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES
PUBLIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

RAPPORT D'EVALUATION CONSOLIDE

Janvier 2011

Sommaire

Liste des sigles et acronymes.....	3
Résumé de l'évaluation	4
Principales recommandations.....	5
 Introduction.....	 7
 I. Objectifs de l'évaluation et méthodologie.....	 8
 II. Pertinence des objectifs et des activités du projet LICOM	 9
 III. Efficacité et efficience des activités du projet LICOM	 16
 IV. Durabilité et impact du projet LICOM.....	 29
 Conclusions	 33
 Liste des documents consultés.....	 36
Annexes.....	39

Liste des sigles et acronymes

ADIE :	Agence de l'informatique de l'État
AGCS :	Accord général sur le commerce des services
AISI :	African Information Society Initiative
ANSD :	Agence nationale de la statistique et de la démographie
APIX :	Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux
ARTP :	Agence de régulation des télécommunications et des postes
ATB :	Accord sur les télécommunications de base
ATI :	Accord sur les technologies de l'information
AUF :	Agence universitaire de la Francophonie
CATIA :	Catalysing Access to ICTs in Africa
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEFRED :	Centre d'études, de formation et de recherche en développement
CEPOD :	Centre d'études de politiques pour le développement
CIPACO :	Centre sur les politiques internationales des TIC Afrique du Centre et de l'Ouest
COFTEL :	Conférence des opérateurs et fournisseurs de services de télécommunication des États membres de l'UEMOA
CRDI :	Centre de recherches pour le développement international
CRES :	Consortium pour la recherche économique et sociale
CRETEL :	Comité des régulateurs des télécommunications
DFID :	Department for International Development (Royaume Uni)
ENTICS :	Enquête nationale sur les TIC au Sénégal
FAI :	Fournisseur d'accès Internet
FASEG :	Faculté de sciences économiques et de gestion
IPAO :	Institut Panos Afrique de l'Ouest
IPP :	Institut Panos Paris
LICOM :	Libéralisation internationale du commerce des services TIC en Afrique de l'Ouest
NEPAD :	New Partnership for Africa's Development
NICI :	National information and communication infrastructure
OHADA :	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIF :	Organisation internationale de la Francophonie
ONG :	Organisation non gouvernementale
PIB :	Produit intérieur brut
RIA :	Research ICT Africa
SCA :	Stratégie de croissance accélérée
SMSI :	Sommet mondial sur la société de l'information
STEPRI :	Science and Technology Policy Research Institute
TIC :	Technologie de l'information et de la communication
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest-africaine
UCAD :	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UNCS :	Union nationale des consommateurs du Sénégal
UNILAG :	University of Lagos
USAID :	United States Agency for International Development

Résumé de l'évaluation

Le projet de recherche sur la « *Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest* » (LICOM) s'est avéré tout à fait pertinent car portant sur une problématique impactant un secteur-clé de l'économie des pays d'Afrique de l'Ouest et, au-delà, la vie de leurs citoyens. S'inscrivant dans une perspective internationale et adoptant une démarche comparative, il a permis de transcender les visions nationales.

Il a été mis en œuvre par des acteurs crédibles bénéficiant d'une bonne expérience en ce qui concerne l'approche des questions liées à la société de l'information d'une manière générale, voire de l'économie de l'information en particulier. Les six objectifs spécifiques visés par le projet étaient réalistes à l'exception de celui portant sur la mesure des coûts/avantages de la libéralisation du commerce du secteur TIC, vis-à-vis duquel, faute de données disponibles, la recherche s'est limitée au sous-secteur des télécommunications.

S'agissant de l'efficacité et de la pertinence des activités prévues et mises en œuvre dans le cadre du projet, l'appréciation est globalement positive. Aucune des activités exécutées ne s'est avérée inutile. La coordination administrative a cependant manqué de ressources humaines suite au départ du coordonnateur du programme TIC au sein de l'IPAO, qui n'a pas permis un suivi plus régulier du travail des chercheurs et des journalistes avec à la clé une accumulation de retards qui ont influé sur la qualité des résultats de recherche et la dissémination de l'information sur le projet. La coordination scientifique régionale comme les coordinations des équipes nationales de recherche se sont cependant relativement bien acquittées de leur mission et ont permis que tous les livrables attendus soient produits, bien qu'il faille déplorer leur qualité inégale et les retards enregistrés dans la production.

A l'exception de la lettre d'information électronique, toutes les activités prévues dans le cadre du projet ont été organisées. Les ateliers de restitution ont été utiles car permettant de recueillir des recommandations mais ils ont été organisés trop tard et les participants n'étaient pas suffisamment représentatifs des acteurs du secteur des TIC. Par contre, l'atelier régional de plaidoyer a été un succès de part la diversité et la qualité des participants. Les études produites ont été globalement de qualité moyenne car trop descriptives mais la synthèse globale s'avère d'un très bon niveau. Par contre, le contenu des articles produits par les journalistes n'a pas suffisamment couvert les problématiques liées au projet LICOM. Il faut dire que la mise en relation des journalistes et des chercheurs n'a pas donné les résultats attendus, les premiers ne s'étant pas intégrés aux équipes de recherche et les seconds éprouvant à leur égard une certaine méfiance.

Faute de recul et des données nécessaires, il a été difficile de se prononcer valablement sur la durabilité et l'impact du projet. Cependant, la majorité des personnes impliquées dans le projet a déclaré avoir beaucoup appris et les chercheurs ont approfondi leur connaissance des problématiques liées à la libéralisation du commerce des services TIC. Dans certains pays, les chercheurs ont déjà utilisé les données recueillies et les analyses faites dans le cadre de l'élaboration de politiques publiques et les journalistes maintiennent le contact avec les chercheurs pour traiter des sujets relatifs aux TIC. Enfin, les décideurs politiques et les représentants du secteur privé ont pris conscience de l'importance de l'AGCS et ont trouvé très intéressante la démarche multi-acteurs appliquée dans le cadre du projet et compte s'en inspirer à l'avenir. Cela étant le niveau d'appropriation nationale et sous-régionale des résultats de la recherche du projet LICOM a été peu important, faute d'activités de dissémination d'envergure.

Principales recommandations

Les recommandations produites par l'équipe d'évaluation concernent d'une part, celles pouvant être mise en œuvre par l'IPAO dans le cadre du suivi du projet LICOM et d'autre part, celles destinées à améliorer la mise en œuvre des futurs projets de l'IPAO.

Recommandations pour le suivi du projet LICOM

1. Encourager les équipes de recherche nationales à réviser leurs études, voire à les améliorer, en vue de les publier localement tout en rédigeant des notes de synthèse visant à favoriser l'appropriation nationale des conclusions et des recommandations formulées en fin de projet ;
2. Nouer des partenariats avec des institutions nationales chargées de coordonner les actions de plaidoyer et de diffusion des informations sur le projet afin qu'elles mettent en place une stratégie de communication visant à diffuser de manière adéquate les résultats du projet LICOM ;
3. Encourager l'organisation d'activités nationales de vulgarisation du contenu des rapports thématiques impliquant les décideurs, les acteurs du secteur et les citoyens ;
4. Commanditer des études complémentaires portant sur le commerce des services TIC et d'autres mettant l'accent sur le commerce des biens TIC afin de disposer d'un état des lieux plus exhaustif du secteur des TIC ;

Recommandations visant à améliorer la mise en œuvre des projets futurs

1. Recourir à des équipes de recherche multidisciplinaires afin de bien prendre en compte les différentes dimensions des problématiques étudiées tout en mobilisant les compétences nécessaires à une production scientifique de meilleure qualité, condition indispensable pour des retours significatifs de la part des décideurs politiques, des représentants du secteur privé, de la société civile et des médias ;
2. Prendre en compte les caractéristiques spécifiques des pays impliqués dans les projets de manière à adapter les besoins logistiques et par conséquent budgétaires ;
3. Intégrer la dimension « évaluation » dès la conception du projet afin de la rendre plus pertinente tout en associant les évaluateurs à la définition des termes de références du projet et de l'évaluation ainsi qu'au déroulement de certaines activités du projet ;
4. Définir des objectifs réalistes afin d'éviter des écarts trop importants entre les résultats attendus et les résultats obtenus ;
5. Prévoir des visites de terrain avant le lancement des activités afin de s'assurer que les partenaires pressentis pour la mise en œuvre des projets disposent d'une appréciation commune des objectifs de la recherche et de l'approche méthodologique retenue ;
6. Envisager des activités multiples et diverses de diffusion des résultats de la recherche, associant chercheurs et journalistes, tout au long du déroulement du projet ;
7. Intégrer les journalistes dans les équipes de recherche en leur confiant des tâches contribuant à la recherche d'une part, et impliquer d'autre part les chercheurs dans les

activités de dissémination des résultats de recherche afin de développer de réelles synergies entre eux ;

8. Prévoir systématiquement des visites de terrain assurées à la fois par les responsables scientifiques et les responsables administratifs pendant la durée des projets de manière à en assurer un meilleur suivi-évaluation ;
9. Recueillir les données permettant de connaître précisément les situations de référence indispensables aux activités de recherche, d'évaluation et de mesure d'impact ;
10. Nouer des partenariats avec des acteurs publics et/ou privés à l'échelle nationale ou régionale afin de mieux s'assurer de leur collaboration pendant la mise en œuvre des projets et pour la dissémination des résultats de recherche.

Introduction

Le projet « *Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest* » (LICOM) a été piloté par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) et financé par le Centre de recherches pour le développement internationale (CRDI). Son objectif général était de contribuer à une meilleure connaissance des enjeux et implications de la libéralisation du commerce des biens et services TIC afin de valoriser la formulation de politiques publiques favorables au développement du secteur TIC en Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, il a consisté à étudier d'une part, les questions nationales et régionales conditionnant une libéralisation efficiente au bénéfice du secteur privé régional et de l'ensemble de la société et d'autre part, l'adoption et la mise en œuvre des accords internationaux régissant la libéralisation du commerce des services TIC ainsi que leur impact sur l'économie des pays cibles et sur le secteur privé local.

Prévu initialement sur une durée vingt quatre (24) mois, le projet LICOM a été mis en œuvre par l'IPAO en partenariat scientifique avec le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES) basé à Dakar (Sénégal) sur une durée de 28 mois entre juin 2008 et octobre 2010. Bien que l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest soient concernés par le projet, quatre (4) pays ont été plus particulièrement ciblés. Parmi eux, on compte deux pays francophones (le Bénin et le Sénégal) et deux pays anglophones (le Ghana et le Nigeria). Les partenaires scientifiques responsables de la mise en œuvre des activités de recherche ont été le Centre d'études, de formation et de recherche en développement (CEFRED) au Bénin, le Science and Technology Policy Research Institute (STEPRI) au Ghana, l'Université de Lagos (UNILAG) au Nigeria et le CRES au Sénégal.

Les objectifs spécifiques du projet étaient les suivants :

Objectif spécifique 1 : Identifier et analyser les dispositifs législatifs clés réglementant le commerce des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest, y compris les engagements nationaux en matière d'accès au marché et de traitement national subséquents à l'adoption de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS).

Objectif spécifique 2 : Présenter une caractérisation du secteur des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest.

Objectif spécifique 3 : Étudier l'état et les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC dans la sous-région.

Objectif spécifique 4 : Évaluer les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC pour les pays d'Afrique de l'Ouest en particulier, pour leur secteur TIC en particulier.

Objectif spécifique 5 : Formuler les recommandations devant permettre aux décideurs de mettre en place des politiques publiques pertinentes et de participer de manière plus efficace aux futures négociations internationales dans le domaine.

Objectif spécifique 6 : Favoriser la dissémination des résultats et des recommandations de la recherche et leur appropriation collective par les décideurs publics, les acteurs du privé, les médias et les organisations de la société civile.

I. Objectifs de l'évaluation et méthodologie

Le présent rapport d'évaluation a pour objectif d'évaluer la pertinence des objectifs et des activités du projet LICOM ainsi que d'apprécier son efficacité, sa performance (rentabilité/efficience), sa durabilité et son impact.

Il s'agit d'une synthèse élaborée dans une perspective comparative par le coordonnateur de l'équipe d'évaluation qui s'est appuyé pour ce faire sur les quatre rapports d'évaluation rédigés par Yves Yao Soglo pour le Bénin, Dan-Bright Dzorgbo pour le Ghana, Mutawakilu Adisa Tiamiyu pour le Nigeria et Olivier Sagna pour le Sénégal.

Dans les termes de références du contrat, il était prévu que le rapport consolidé provisoire portant sur les quatre pays devant être remis le 14 janvier 2011 et la version définitive le 19 janvier 2011. Cependant les fêtes de fin d'année ont considérablement perturbé ce calendrier de travail du fait de l'indisponibilité d'un grand nombre d'acteurs impliqués dans le projet LICOM. Les personnes chargées de l'évaluation dans les quatre pays ayant, à plusieurs reprises, communiqué avec le coordonnateur de l'évaluation et/ou l'IPAO pour faire part de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de respecter les délais qui leur avaient été impartis, l'IPAO leur a accordé jusqu'au 15 janvier 2011 pour finaliser leur travail. Malgré ce délai supplémentaire, les rapports-pays ne sont parvenus dans leur version finale au coordonnateur de l'évaluation qu'entre le 26 janvier et le 2 février 2011.

De plus, il faut souligner que ces rapports se sont révélés d'une qualité inégale, celui du Bénin étant plutôt pauvre du point de vue analytique et celui du Ghana très succinct et surtout assez éloigné des termes de références de l'évaluation ce qui a empêché toute comparaison entre les quatre pays, notamment en ce qui concerne l'évaluation de la qualité scientifique des études thématiques et du contenu des articles rédigés par les journalistes. Dès lors, la version provisoire du rapport consolidé n'a pu être envoyée à l'IPAO que le 3 février et la version finale, incluant les remarques de l'IPAO, n'a pu être transmise que le 4 février 2011.

La méthodologie utilisée pour le travail d'évaluation a consisté, dans un premier temps, à étudier toute la documentation mise à la disposition des évaluateurs par l'IPAO [le document de projet, les contrats signés avec les différents acteurs impliqués dans le projet LICOM dans chacun des pays, les rapports d'étapes destinés au CRDI, les comptes-rendus d'activités (atelier de lancement, ateliers nationaux et atelier régional), les articles publiés par les journalistes impliqués dans le projet ainsi que les rapports produits par les quatre équipes de recherche].

Dans un second temps des questionnaires, élaborés par le coordonnateur de l'évaluation, ont été adressés aux quatre évaluateurs nationaux, à charge pour eux de les administrer dans chacun des pays concernés par le projet LICOM aux coordonnateurs nationaux, aux chercheurs, aux journalistes, aux décideurs politiques ainsi qu'aux représentants du secteur privé impliqués localement dans le projet LICOM.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, le taux de réponse aux questionnaires a été globalement faible et il a été difficile de rencontrer les acteurs impliqués dans le projet. Par ailleurs, le coordonnateur de l'évaluation a, pour les besoins du rapport consolidé, adressé des questionnaires au coordonnateur régional des recherches (Gaye Daffé), au coordonnateur régional du volet juridique de la recherche (Abdoulaye Sakho) ainsi qu'aux représentants de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui avaient participé à l'atelier régional d'échange et de plaidoyer. L'interaction avec les chercheurs s'est bien déroulée. Par contre, les représentants des Institutions sous régionales (UEMOA et CEDEAO) n'ont pas répondu aux questionnaires, malgré les multiples relances effectuées.

Enfin dans un troisième temps, le coordonnateur de l'évaluation a procédé à des entretiens en face à face, par téléphone ou par courrier électronique avec les responsables passés et actuels du projet LICOM au sein de l'IPAO à savoir Ken Lohento, Pauline Bend et Sokhna Seck Sarr ainsi qu'avec certains autres acteurs de manière à obtenir des informations complémentaires.

II. Pertinence des objectifs et des activités du projet LICOM

Afin d'évaluer la pertinence des objectifs retenus et des activités mises en œuvre dans le cadre du projet LICOM, les membres des équipes de recherche (coordonnateur nationaux et chercheurs), les acteurs du secteur des TIC (État, secteur privé et journalistes) et les responsables du projet LICOM au sein de l'IPAO ont été interrogés sur ces questions à l'aide des outils susmentionnés. Les éléments présentés dans cette section résultent de la synthèse des données collectées dans les quatre pays.

2.1. Pertinence des problèmes identifiés

En concevant le projet LICOM, l'IPAO avait élaboré deux grandes hypothèses de recherche à savoir (1) la mise en place de politiques publiques adaptées permettra au secteur privé ouest africain de tirer profit de manière optimale de la libéralisation du commerce des services TIC en cours et (2) si la libéralisation internationale du commerce des biens et services TIC n'est pas adéquatement réglementée, elle induira l'étouffement du secteur privé national et entravera les possibilités d'intégration économique régionale.

2.1.1. Des problèmes identifiés en phase avec les préoccupations des acteurs du secteur

Les acteurs du secteur des TIC, qu'il s'agisse du secteur privé, des représentants de l'État, des journalistes ou des chercheurs des pays impliqués dans le projet LICOM ont souligné la pertinence des hypothèses formulées par l'IPAO ainsi que les problèmes soulevés par la libéralisation du commerce des services TIC tels qu'identifiés dans le document de projet. Au Sénégal, les acteurs du secteur des TIC ont noté que les questions soulevées correspondaient aux préoccupations des entreprises TIC auprès desquelles les enquêtes avaient été menées. C'est ainsi qu'ils ont mentionné la nécessité d'élaborer des politiques publiques apportant un fort soutien de l'État au secteur privé national répondant à leurs attentes, de manière à être en mesure de tirer profit des opportunités offertes par la libéralisation du commerce des services TIC.

Toujours dans ce pays, les questions traitées dans le cadre du projet sont apparues en adéquation avec les enjeux identifiés par les politiques publiques en matière de développement, notamment dans le cadre de la stratégie de la grappe TIC et téléservices de la Stratégie de croissance accélérée (SCA).

Par ailleurs, dans les quatre pays, il a été noté d'une part que le cadre législatif était mal connu, notamment par le secteur privé, tant en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) que celles prévues par les organisations régionales d'intégration économique comme l'UEMOA et la CEDEAO. D'autre part, il est apparu indispensable de procéder à la mise en place d'un cadre législatif harmonisé à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Ces hypothèses de recherche posées au démarrage du projet LICOM se sont avérées en phase avec les réalités sectorielles sous-régionales et les préoccupations des acteurs.

2.1.2. Une situation de référence pertinente bien que sommairement décrite

Il est apparu que la situation de référence avait été décrite de manière plutôt sommaire et qu'elle n'avait pas fait l'objet d'une recherche systématique de la part de l'IPAO lors de l'élaboration du projet. Les acteurs n'en ont pas moins reconnu le caractère pertinent et original du projet LICOM de par sa dimension régionale ainsi que l'utilisation d'une méthodologie commune visant à analyser la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC tant dans des pays francophones qu'anglophones. S'agissant de l'approche méthodologique, nous retiendrons qu'à un niveau macro, il était tout à fait pertinent de s'inscrire dans une démarche comparative s'appuyant sur les mêmes outils de manière à rendre possible les comparaisons points par points.

2.1.3. Des orientations méthodologiques insuffisamment précises mais utiles

Pour les besoins de la mise en œuvre du projet LICOM, la coordination régionale de la recherche juridique et la coordination régionale des recherches ont élaboré des notes méthodologiques destinées d'une part, à l'enquête sur les cadres juridiques existants et d'autre part, à l'analyse des coûts et avantages de la libéralisation du commerce des services TIC. S'appuyant sur le document de projet, ces notes étaient suffisamment détaillées et facilement compréhensibles. Toutefois elles ont été peu utiles dans la mesure où elles n'ont guère fourni d'orientations méthodologiques précises permettant (i) la caractérisation du secteur des TIC, (ii) la réalisation de l'enquête sur la perception de la libéralisation par les parties prenantes, et (iii) d'enrichir réellement les débats lors des ateliers de diffusion des conclusions de la recherche. Cependant, il faut reconnaître qu'il y avait suffisamment d'informations dans le document de projet et dans les cahiers des charges de conventions signées avec les différentes équipes de recherches pour guider la mise en œuvre des activités prévues. Dans l'ensemble, la nature de la recherche demandée était suffisamment bien décrite pour permettre l'identification et l'utilisation des approches méthodologiques les plus appropriées pour mener à bien les différentes études.

2.1.4. Des objectifs plutôt réalistes malgré l'absence de partenariats sous-régionaux

S'agissant de l'**objectif n°1** visant à identifier et analyser les dispositifs législatifs clés réglementant le commerce des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest, y compris les engagements nationaux en matière d'accès au marché et de traitement national subséquents à l'adoption de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), il est apparu pertinent.

Il a en effet permis de faire le point de la situation dans chacun des pays et de réaliser le recensement des textes et leur analyse comparative. La mise en œuvre de cet objectif était tout à fait réaliste dans les délais impartis par le projet. Il a cependant manqué une mise en perspective historique qui aurait permis de montrer quand et comment les législations nationales avaient évolué depuis le milieu des années 90 jusqu'à nos jours pour se mettre en conformité avec les règles de l'AGCS puis avec les dispositions communautaires de l'UEMOA et de la CEDEAO qui s'en inspirent très largement.

Ainsi, et bien que cela ne soit pas mentionné dans le rapport sur le Sénégal, le code des télécommunications a été modifié une première fois pour permettre la privatisation de l'opérateur historique et permettre l'ouverture à la concurrence du secteur de la téléphonie mobile. De plus, il faut souligner que ce qui était présenté dans le document de projet comme la libéralisation du commerce des services TIC concernait en fait essentiellement pour ne pas dire exclusivement, la libéralisation du sous-secteur des télécommunications qui était le seul à fonctionner sous le régime du monopole naturel jusque dans les années 80, le commerce des autres services TIC étant lui totalement libéralisé depuis l'origine.

Pour ce qui est de l'**objectif n°2** visant à présenter une caractérisation du secteur des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest, les difficultés méthodologiques ont été sous-estimées notamment en ce qui concerne d'une part, la définition du périmètre du secteur et d'autre part, la collecte des données primaires portant sur une multitude de petites entreprises peu voire pas connues par les structures de l'État comme par les organisations du secteur privé (chambre de commerce, organisations professionnelles, etc.).

Ainsi, dans le rapport sur la caractérisation du secteur des TIC au Bénin, le périmètre du secteur a-t-il été limité à l'opérateur historique, cinq opérateurs GSM, un opérateur de messagerie, plusieurs fournisseurs d'accès internet et des opérateurs de transmission de données, excluant de fait toutes les entreprises faisant du conseil, de l'ingénierie ou œuvrant dans le domaine des téléservices.

Au Sénégal, la définition proposée du secteur des TIC a bien permis de mesurer son étendue mais dès qu'il s'est agi de l'analyser, la priorité a été donnée au sous-secteur des télécommunications et toutes les autres activités ont été classées dans la catégorie « *autres services* ». La conséquence directe et observable dans les quatre pays s'est illustrée par un focus mis sur le sous-secteur des télécommunications au détriment du secteur des TIC dans sa globalité mais aussi par l'exclusion des médias pourtant de plus en plus au cœur du secteur des

TIC à l'heure de la convergence technologique et économique.

L'**objectif n°3** consistant à étudier l'état et les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC dans la sous-région était de notre point de vue tout à fait pertinent et réaliste. En fait, il aurait été plus judicieux de spécifier qu'il fallait faire porter l'étude sur le sous-secteur des télécommunications qui était en réalité le seul concerné puisque les autres types de services TIC n'étaient pas commercialisés dans le cadre d'un monopole.

A ce niveau, il aurait fallu faire le point sur les trois piliers essentiels de la réforme du secteur des télécommunications à savoir la libéralisation, la privatisation et la régulation et étudier de manière comparative quand et comment elle avait été menée dans les quatre pays et quel était son état d'avancement.

Pour ce qui est des enjeux, il aurait également fallu les placer dans une perspective historique puisque ceux-ci ont beaucoup évolué de l'époque de la libéralisation/privatisation à nos jours où l'essentiel des enjeux tournent autour de la régulation du secteur. En effet, au milieu des années 90, les deux enjeux principaux concernaient la privatisation et la libéralisation avec de différents schémas possibles : libéraliser le marché ou pas, privatiser ou non l'opérateur historique, privatiser l'opérateur historique sans libéraliser le marché ou alors libéraliser le marché sans privatiser l'opérateur historique. L'autre question faisant débat concernait le fait de savoir s'il fallait d'abord privatiser puis libéraliser ou bien au contraire libéraliser puis privatiser. Faisait également débat dans le cadre de la privatisation, la part que l'Etat devait conserver dans le capital de l'opérateur historique et l'identité de celui qui devait devenir le partenaire stratégique. Une fois le principe de la libéralisation et de la privatisation acquis, ces débats se sont peu à peu estompés et aujourd'hui la question se trouvant au cœur des enjeux est celle de la régulation avec notamment la problématique de l'indépendance du régulateur vis-à-vis de l'Etat et de l'opérateur historique ainsi que la question de la transparence des procédures d'attribution des licences.

A ce niveau, les résultats de la recherche ont été plutôt décevants puisque se contentant de présenter le paysage actuel en matière de libéralisation sans véritablement analyser les enjeux passés, présents et futurs. Par ailleurs, les enjeux de la libéralisation ont été uniquement vus d'un point de vue économique alors qu'ils sont avant tout sociétaux.

En ce qui concerne l'**objectif n°4** consistant à évaluer les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC pour les pays d'Afrique de l'Ouest en général, et pour leur secteur TIC en particulier, il ressort des points de vue exprimés dans les quatre pays, qu'il était irréaliste et/ou trop ambitieux.

A bien y réfléchir, il constituait à lui tout seul un projet de grande envergure nécessitant des recherches longues et approfondies. En effet, comment mesurer les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC sans disposer d'une situation de référence précise avant le démarrage du processus et des séries de données capables permettant de montrer son évolution au fil des ans ?

De plus, les coûts et les avantages auraient dû être envisagés dans une optique plus large que la simple logique économique pour prendre en considération d'autres problématiques telles celles concernant le coût/l'inconvénient pour l'Etat de la perte d'un levier de développement aussi important qu'une société nationale de télécommunications pouvant, par exemple, être utilisée dans le cadre d'une politique nationale d'aménagement du territoire visant à réduire les déséquilibres régionaux par le déploiement des réseaux de télécommunications dans les zones défavorisées. Finalement, à la lecture des recherches nationales, il est apparu qu'il n'était pas possible d'évaluer précisément et de manière exhaustive les avantages et les inconvénients de la libéralisation ni d'en mesurer les gains et les pertes sur le plan économique.

En apparence, l'**objectif n°5** ayant pour objet de formuler des recommandations devant permettre aux décideurs de mettre en place des politiques publiques pertinentes et de participer de manière plus efficace aux futures négociations internationales dans le domaine, était lui aussi pertinent et réaliste. Cependant, dans les faits, cette dimension du projet n'a guère donné de résultats probants. Cela s'explique notamment par le fait que depuis le SMSI, la mise en œuvre de processus multi-acteurs dans le secteur des TIC n'a pas fait défaut et que les réunions, les concertations, les forums, etc. se sont multipliés sans pour autant que leur résultats se soient matérialisés. Cette situation a suscité une certaine lassitude des acteurs, notamment en

provenance du secteur privé et de la société civile, qui ont attendu en vain que leurs recommandations/revendications soient effectivement prises en compte. Dans ce contexte et pour nombre d'acteurs, formuler à nouveau des recommandations équivalait à une perte de temps.

En la matière, dans la plupart des pays ce qui semble le plus faire défaut concerne moins les recommandations mais la volonté de les mettre en œuvre et l'existence de mécanismes de suivi-évaluation. Ainsi au Sénégal, excepté la recommandation consistant à faire prendre en compte la dimension environnementale par le régulateur, les autres suggestions avaient, pour l'essentiel déjà été formulées par le passé.

De plus, la faible représentation voire l'absence des associations de consommateurs et au delà des organisations de la société civile dans la mise en œuvre du projet, a fortement remis en question la dimension réellement multi-acteur des recommandations telles qu'elles ont été formulées. Enfin, et même si ce point n'a pas été mentionné, se pose en filigrane pour l'Etat et le secteur privé la question de la légitimité d'une institution comme l'IPAO à porter de telles recommandations dans un secteur qu'ils considèrent l'un comme l'autre comme leur chasse gardée. A ce niveau, une première alternative aurait pu consister à ce que l'IPAO limite ses ambitions au renforcement des capacités des acteurs de la société civile et des médias afin qu'ils soient capables de prendre part à des débats sur ces questions qui, quant au fond, posent des enjeux de société. Une seconde possibilité aurait été de bâtir un partenariat public/privé (PPP) dont le pilotage des activités de dialogue politique et de plaidoyer aurait pu être mis en œuvre par une structure davantage à même de le faire.

Quant à l'**objectif n°6** visant à favoriser la dissémination des résultats et des recommandations de la recherche ainsi que leur appropriation collective par les décideurs publics, les acteurs du secteur privé, les médias et les organisations de la société civile, il était tout à fait pertinent mais les moyens humains, techniques et financiers nécessaires pour l'atteindre se sont révélés insuffisants et peu adéquats.

Tout d'abord, au sein de l'IPAO, le manque de ressources humaines a fait que la lettre d'information électronique qui devait être dédiée aux activités du projet n'a pas été réalisée. Dans la même lancée, la page Web du projet au sein du site du CIPACO n'a pas été alimentée régulièrement et le suivi trop lâche des journalistes impliqués dans le projet a eu pour conséquence une production de contenus quantitativement satisfaisante mais qualitativement insatisfaisante.

Cela étant, même si ces dossiers avaient été correctement confectionnés par les journalistes, faute d'accord avec les journaux dans lesquels ils travaillaient, on peut se demander s'ils auraient pu se voir accorder la surface rédactionnelle nécessaire à leur publication. De plus, pour que les différents types d'acteurs s'approprient véritablement les résultats de cette recherche, il aurait fallu organiser à leur attention des séances spéciales en fonction de leur profil et disposer de kits d'information spécifiques, le statut, le rôle et les attentes des uns et des autres étant fort différents.

Enfin, compte tenu de la dimension régionale du projet, il aurait fallu envisager un partenariat institutionnel d'une part avec l'UEMOA et la CEDEAO et d'autre part avec l'Association des régulateurs des télécommunications d'Afrique de l'ouest (ARTAO) ainsi qu'avec le Comité des régulateurs des télécommunications (CRETEL) et la Conférence des opérateurs et fournisseurs de services de télécommunication des états membres de l'UEMOA (COFTEL) ce qui aurait donné une forte légitimité au projet sur les plans politique, réglementaire et économique.

Par ailleurs, comme déjà évoqué, il s'est posé un problème de manque de moyens qui n'a pas permis à la coordination régionale des recherches ni à la coordination administrative au sein de l'IPAO de se rendre au moins une fois par an et à des moments différents, au Bénin, au Ghana et au Nigeria dans le but d'y effectuer des visites auprès des partenaires du projet. S'agissant du Nigeria, compte tenu de sa taille géographique, de l'importance de son économie et de la dispersion entre décideurs politiques logés à Abuja (capitale administrative) et opérateurs du secteur privé des TIC concentrés à Lagos (capitale économique), il aurait fallu allouer un budget beaucoup plus conséquent à l'équipe LICOM Nigeria plutôt que de lui attribuer un budget identique à celui attribué aux autres équipes.

Par ailleurs, le projet ayant une dimension régionale, une ligne budgétaire aurait dû être prévue pour effectuer des visites de travail auprès de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou et de

la Commission de la CEDEAO à Abuja afin d'interroger ces deux organes sur la manière dont ils concevaient et accompagnaient la libéralisation du commerce des services TIC, ce qui aurait par ailleurs permis une meilleure implication de ces deux institutions sous-régionales.

2.1.5. Des échantillons peu représentatifs biaisant la perception des acteurs du secteur

Malgré les différentes tentatives opérées par les quatre équipes de recherche, il a été difficile d'avoir une représentation satisfaisante des acteurs du secteur à l'occasion des différentes activités du projet (focus groups, enquêtes, ateliers, etc.). Ainsi les décideurs politiques de haut niveau (ministres, directeurs généraux, directeurs de services, conseillers techniques, etc.) ont rarement pu être interrogés même si leurs institutions (ministère en charge des TIC, agence de régulation, etc.) ont été représentées/touchées à un niveau technique. De même, pour ce qui est du secteur privé, les dirigeants des grandes sociétés de télécommunications et des grandes firmes fournissant des services TIC n'ont généralement pas pu être impliqués dans le projet. Pour ces deux catégories d'acteurs, leur non implication découle moins d'un choix raisonné des chercheurs que de leur manque de disponibilité.

Par contre, en ce qui concerne la caractérisation du secteur, le travail, effectué sur la base des données secondaires disponibles sur le sous-secteur des télécommunications et des données primaires recueillies auprès d'échantillons d'entreprises du secteur des TIC, a permis d'en donner une assez bonne image avec d'un côté un sous-secteur des télécommunications constitué par une poignée de grosses entreprises multinationales représentant l'essentiel du chiffre d'affaires du secteur des TIC, de l'investissement et de la contribution au PIB tout en employant très peu de personnels et de l'autre une multitude de petites entreprises locales ayant un chiffre d'affaires limité, investissant peu, contribuant faiblement au PIB mais employant globalement un grand nombre de personnes. Il faut cependant reconnaître que dans les quatre pays, la caractérisation du secteur a été rendue difficile par l'absence de données fiables et actualisées sur le secteur des TIC dont le périmètre a par ailleurs été difficile à définir.

2.1.6. Des études portant principalement sur le sous-secteur des télécommunications

S'agissant de la cohérence d'ensemble du projet, tant à l'échelle nationale que régionale, les difficultés à définir le périmètre du secteur des TIC, les problèmes rencontrés dans la collecte des données primaires sur le secteur pris dans sa globalité et le fait que le cadre juridique pris en compte à l'échelle nationale, régionale et internationale concernait essentiellement le sous-secteur des télécommunications, il aurait été préférable de réduire le périmètre de la recherche en le limitant d'une part au commerce des services, en ignorant totalement celui des produits et d'autre part, en le consacrant uniquement au sous-secteur des télécommunications.

2.2. Intérêt des acteurs ciblés par le projet

Le secteur des TIC étant vaste et complexe (voir supra) et le projet s'inscrivant dans une démarche multi-acteurs avec pour bénéficiaires identifiés « *les représentants du secteur privé TIC (centres d'appels, opérateur de téléphonie mobile, etc.), le milieu de la recherche scientifique (droit des TIC, économie des TIC, commerce et globalisation), des autorités nationales et sous régionales en charge de ces questions (ministères de tutelle, autorités de régulation, directions TIC à la CEDEAO, l'UEMOA, l'OHADA) ainsi que des institutions internationales, Ong ou associations d'appui au secteur TIC* », il a été difficile de mesurer objectivement l'intérêt porté au projet par les différents acteurs.

Surtout, la conduite d'un tel exercice aurait impliqué, qu'au démarrage du projet, des enquêtes soient menées auprès des démembrements ministériels investis dans la gestion du secteur des TIC, ainsi qu'en direction de l'organe de régulation, des organisations patronales du secteur des TIC, des organisations de la société civile, etc. afin de recueillir leurs attentes de manière à

pouvoir plus objectivement mesurer par la suite leur degré de satisfaction ou d'insatisfaction par rapport aux résultats obtenus.

2.2.1. La satisfaction des acteurs difficiles à mesurer en l'absence de recueil des besoins

Il s'est avéré particulièrement difficile de répondre à cette question, aucun travail systématique de recueil des attentes vis à vis d'un tel projet n'ayant été mené au moment de sa conception ni même au moment de son lancement. Cependant, au vu d'une part de la participation des différents acteurs aux focus groups organisés, à l'atelier national de validation ainsi qu'à l'atelier régional ainsi que des réponses apportées aux questionnaires administrés dans le cadre de l'évaluation, il est manifeste que les objectifs et les activités du projet LICOM ont présenté un intérêt pour les opérateurs du secteur des TIC.

D'ailleurs, lors des questions adressées aux uns et aux autres, nombreux ont été ceux qui ont déclaré avoir beaucoup appris dans le cadre du projet LICOM. Ceci dit, les différents types d'acteurs ayant chacun leur propre agenda et, en l'absence de plateformes nationales les regroupant de manière pérenne dans les différents pays, l'intérêt pour le projet a naturellement diminué après l'organisation de l'atelier national de restitution puis la finalisation des activités de recherche prévues dans le cadre du projet. Sans doute aurait-il fallu penser à la mise en place d'un mécanisme multi-acteur de suivi permettant une évaluation régulière (annuelle par exemple) de la mise en œuvre des principales conclusions et recommandations.

2.2.2. Le contenu et le séquençage des activités définis sans consultation des acteurs

A ce niveau, il apparaît que les attentes des différents acteurs ont plus été présupposées que véritablement recueillies, analysées et prises en compte. Cela tient notamment à la faible représentativité des panels réunis pour les besoins des focus groups qui ont peu, voire pas du tout, pris en compte le secteur informel des TIC, les organisations de la société civile, les PME du secteur, etc. Dès lors, on peut dire que le projet n'a pas été à même de recueillir de manière étendue les attentes très diverses exprimées par les opérateurs du secteur des TIC. Si à l'avenir, une telle question devait être envisagée en ce qui concerne l'évaluation, il faudrait qu'elle soit prise en charge lors de la conception du projet de manière à pouvoir recueillir les attentes lors de son lancement en vue d'analyser par la suite l'appréciation des résultats du projet en rapport avec cet étalon.

2.3. Pertinence des partenaires

2.3.1. Une institution expérimentée s'appuyant sur des partenaires scientifiques crédibles

L'IPAO a été globalement bien perçu par les chercheurs, les journalistes et les acteurs du secteur des TIC dans les quatre pays, aucune critique n'ayant été formulée par les uns comme par les autres à son endroit, bien au contraire. Il faut dire que l'IPAO, héritier du programme Afrique de l'Ouest de l'Institut Panos Paris (IPP) qui avait notamment réalisé une étude pionnière sur l'utilisation des TIC par les médias africains en 1997, mis en œuvre un programme sur les politiques et les usages du numérique, activement participé aux deux phases du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) et organisé de nombreuses activités de renforcement de capacités des journalistes dans le domaine des TIC, est apparu comme un partenaire crédible, aux yeux du CRDI qui a accepté de financer le projet LICOM mais également aux yeux des autres partenaires du projet qu'il s'agisse des décideurs politiques, du secteur privé, des médias ou des chercheurs.

En ce qui concerne le volet scientifique du projet, le choix de l'IPAO porté sur le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES) s'est également avéré judicieux. Institution de

recherche indépendante, spécialisée dans le domaine économique et social créé en 2004 par un groupe d'enseignants-chercheurs de diverses disciplines (économie, droit, sociologie, etc.) provenant de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), le CRES présentait comme principal atout d'avoir parmi ses domaines de recherche prioritaire, l'économie de l'information et de l'innovation. Dans le cadre de cette thématique le CRES était d'ailleurs impliqué dans un programme de recherche portant sur les interactions entre les TIC, la croissance et la pauvreté auquel s'ajoutait le fait que certains de ses chercheurs étaient impliqués dans le réseau *Research ICT Africa* (RIA) ou conduisaient des travaux de recherche sur les TIC dans d'autres cadres (recherches individuelles, travail de thèse, etc.).

De plus, les deux chercheurs proposés par le CRES pour assurer la coordination régionale à savoir Gaye Daffé pour les recherches et Abdoulaye Sakho pour la recherche juridique étaient tous les deux des chercheurs expérimentés. S'agissant de ce dernier, il était plus que qualifié pour conduire l'étude du cadre légal et réglementaire puisqu'ayant participé à l'élaboration des directives de l'UEMOA et des actes additionnels au traité de la CEDEAO portant sur le secteur des télécommunications et ayant été pendant plus de six années le président du Conseil de régulation de l'ARTP au Sénégal, maîtrisant de ce fait le droit national sénégalais, les textes communautaires et la problématique de la transposition de ces derniers dans les législations nationales. Tous ces éléments expliquent que la crédibilité du CRES n'ait pas été mise en cause ni par les autres équipes de recherche, ni par les décideurs politiques ni même par le secteur privé.

S'agissant du Bénin, l'équipe du Centre d'études, de formation et de recherche en développement (CEFRED) possédait également une forte expérience en matière de recherche sur les problématiques TIC pour avoir été impliquée dans le réseau *Research ICT Africa* (RIA) qui a réalisé de nombreuses études sur le secteur des télécommunications en Afrique.

Au Ghana, Le *Science and Technology Policy Research Institute* (STEPRI), créé en 1988 au sein du *Council for Scientific and Industrial Research* (CSIR) en vue d'être le point focal chargé d'élaborer la politique nationale de développement en matière de science et de technologie était également une institution tout à fait indiquée pour conduire une telle recherche dont un des principaux objectifs était d'influer sur les politiques publiques.

Finalement, seule l'Université de Lagos (UNILAG) semble ne pas avoir été dépositaire de la même expérience en matière de recherche sur le secteur des télécommunications ce qui explique peut être la qualité moyenne des résultats de recherche produits, sans pour autant que sa crédibilité n'ait été mise en cause par les autres équipes de recherche ou par les acteurs du secteur des TIC au Nigeria. Il ressort également des différents rapports produits qu'il y a eu une faible interactivité entre les quatre équipes de recherche peut-être du fait qu'elles travaillaient en parallèle et non en synergie. Sans doute les choses auraient-elles été différentes si chaque équipe de recherche avait été responsable d'une des thématiques et avait du effectuer son travail en collaboration étroite avec les chercheurs des trois autres équipes.

2.3.2. Des journalistes et des chercheurs ayant cohabité plus que collaboré

Officiellement, très peu de critiques directes ont été adressées aux journalistes par les chercheurs avec lesquels ils étaient en contact durant le projet. Cependant, au Bénin, il y a apparemment eu quelques frictions, les chercheurs reprochant aux journalistes leur manque d'implication dans le projet qui se traduisait par le fait qu'ils se contentaient de faire des interviews. De plus, le coordonnateur de l'équipe nationale a exprimé le regret de n'avoir pas été associé à leur sélection. De même, au Sénégal, les chercheurs ont affirmé « hors micro » que les journalistes n'avaient pas apporté grand chose au projet. Par contre au Nigeria, les journalistes ont été vus comme des partenaires crédibles tant par les chercheurs que par les décideurs politiques et il faut dire que les articles rédigés par Remmy Nweke ont été en général de bonne facture. Enfin au Ghana, la participation des journalistes au projet LICOM a été jugée importante et pertinente et ils se sont remarquablement acquittés de leurs tâches.

2.4. Environnement du projet LICOM

Depuis le milieu des années 90, la coopération internationale dans le cadre bilatéral ou multilatéral a lancé de nombreuses initiatives visant à promouvoir le secteur des TIC qu'il s'agisse de l'initiative Leland de l'USAID visant à connecter les pays africains à Internet, le programme ACACIA du CRDI cherchant à encourager l'utilisation des TIC par les communautés de base, les campus numériques de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le programme *Infodev* de la Banque mondiale, l'Initiative africaine pour la société de l'information (AIS) et le développement des plans NICI par la Commission économique des nations unies pour l'Afrique (CEA), le projet CATIA financé notamment par le DFID, etc. sans parler du volet TIC du NEPAD. Dans ce contexte, il était donc naturel de tenter de savoir dans quelle mesure ces projets avaient pu faciliter la mise en œuvre du projet LICOM.

2.4.1. Un projet ayant su tirer partie des initiatives nationales ou régionales

L'euphorie relative aux TIC étant quelque peu retombée au fur et à mesure que s'éloignait le souvenir du SMSI, il n'y a guère, à l'heure actuelle, d'initiatives de grande envergure en matière de TIC qui soit portée par la coopération internationale et sur laquelle le projet aurait pu s'appuyer. Cependant, comme l'a montré le profil des équipes de recherche impliquées dans le projet, trois (3) des quatre (4) structures avaient été, directement ou indirectement, impliquées dans le réseau RIA et à ce titre, elles ont pu s'appuyer sur les données recueillies dans ce cadre.

Au Ghana, le STEPRI étant le point focal chargé de l'élaboration des politiques publiques en matière de science et de technologies, il a pu exploiter les documents et analyses développés pour les besoins de l'ICT for Accelerated Development (ICT4AD) et de la Ghana Telecommunication Policy (GTP). Au Sénégal, l'équipe de recherche du CRES a tiré profit des résultats d'initiatives nationales comme l'Enquête nationale sur les TIC au Sénégal (ENTICS) menée en 2009 par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) pour le compte de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP). De même, le projet a pu exploiter les documents et les réflexions produits depuis 2006 pour les besoins de l'élaboration de la stratégie du groupe de grappe TIC et téléservices s'inscrivant dans le cadre de la SCA. Il a également pu bénéficier de la dynamique créée autour du Comité national chargé de la transposition des directives de l'UEMOA des actes additionnels au Traité de la CEDEAO en matière de télécommunications.

3. Efficacité et efficience des activités du projet LICOM

Pour mémoire, dans le cadre de la mise en œuvre du projet LICOM, chaque équipe nationale a eu à organiser ou à participer aux activités suivantes :

- Un (1) atelier méthodologique de lancement ;
- Diverses rencontres avec les acteurs du secteur des TIC pour la collecte des données ;
- La production de quatre rapports portant respectivement sur (a) le cadre juridique, (b) la caractérisation du secteur, (c) la perception de la libéralisation par les acteurs et (d) l'impact de la libéralisation ;
- Un (1) atelier national de restitution/validation ;
- La publication d'au moins six (6) articles de presse sur le projet LICOM et sur la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC ;
- Un (1) atelier régional de restitution et de plaidoyer.

3.1. Une programmation pertinente bouleversée par une accumulation de retards

La programmation initiale de mise en œuvre du projet LICOM prévue sur une période de vingt quatre (24) mois entre juin 2008 et juin 2010 était a priori tout à fait suffisante pour mener à bien le projet, si l'on exclut l'étude sur les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC qui était trop complexe à réaliser dans de tels délais et avec les moyens disponibles.

De plus, il était judicieux d'avoir prévu que les quatre études s'enchaînent plutôt qu'elles se déroulent en parallèle. Malheureusement, cela n'a pas été possible compte tenu du retard pris pour organiser l'atelier méthodologique de lancement (5 mois) puis pour élaborer les outils méthodologiques (5 mois). A cela sont venues s'ajouter les difficultés rencontrées à la fois pour la mise en œuvre de la méthodologie, notamment pour la caractérisation du secteur et pour la mesure des avantages/coûts de la libéralisation du commerce des services TIC. Enfin, d'autres retards sont intervenus d'une part dans l'envoi des rapports thématiques par les équipes nationales et d'autre part dans le retour des commentaires faits sur ceux-ci par la coordination régionale.

Le cumul de tous ces impairs a contribué à fortement bouleverser le calendrier initial. Certes, des réunions entre la coordination régionale et l'IPAO se sont tenues pour rajuster le calendrier mais le mal était fait. Ainsi, au Nigeria, du fait des retards accumulés, l'essentiel des activités a été mené sur une période de huit (8) mois entre février et octobre 2010, ce qui est tout à fait insuffisant pour exécuter un projet d'une telle ampleur. Par contre au Ghana, les choses se sont globalement bien déroulées, le seul retard à déplorer ayant découlé de la non disponibilité de la méthodologie de recherche au début du projet, problème qui a été également déploré par l'équipe béninoise. Dès lors, c'est moins le calendrier de réalisation qui est à remettre en cause que les lacunes constatées tant au niveau de la coordination régionale que de l'IPAO pour faire respecter le calendrier du projet.

3.1.1. L'utilité des ateliers négativement impactée par les retards de programmation

Il est difficile de se prononcer clairement sur cette question car peu d'informations ont été fournies sur ce point par les rapports de fin de mission ou à travers les comptes-rendus d'ateliers. Cependant, nous tenterons de porter un jugement activité par activité sur la base des diverses informations recueillies ici ou là.

Pour commencer, les acteurs impliqués dans le projet LICOM ont été unanimes à critiquer l'atelier méthodologique de lancement compte tenu du retard enregistré pour son organisation par rapport au calendrier originel mais surtout du fait que les documents qui auraient dû y être présentés n'étaient pas disponibles dans leur ensemble. De ce fait, ils n'ont pas pu être discutés à cette occasion ce qui a empêché que les équipes puissent s'entendre sur la méthodologie, notamment l'analyse coûts/avantages. Pour remédier à ce problème, la coordination régionale a bien tenté de poursuivre la discussion en ligne mais cela n'a pas été très opérationnel et la version définitive du document a mis du temps à être finalisée. De plus, la méthodologie proposée s'étant avérée trop complexe à mettre en œuvre, chacun a dû s'en remettre à sa propre méthodologie. Globalement ces éléments ont eu pour conséquences de retarder le projet, de lui faire perdre en cohérence mais également de rendre impossible toute comparaison fine des résultats nationaux en raison de l'utilisation d'approches méthodologiques différentes.

Les ateliers nationaux organisés dans les quatre pays ont pratiquement tous péché par un manque de représentativité, les chercheurs ayant la plupart du temps constitué la majorité du public alors qu'ils étaient d'abord et avant tout destinés aux acteurs du secteur des TIC afin qu'ils puissent valider les résultats de la recherche. De plus, les décideurs politiques en ont souvent été absents de même que les responsables des opérateurs de télécommunications ou des principales firmes du secteur. Globalement, ils n'ont donc pas permis de corriger des défauts/lacunes de la recherche ni même de juger objectivement de sa pertinence. De plus, compte tenu des retards accumulés par la recherche, ils sont la plupart du temps intervenus à l'extrême fin du projet avec

l'impossibilité matérielle de prendre en compte les remarques des acteurs du secteur.

L'atelier régional d'échanges et de plaidoyer organisé en juillet 2010 à Dakar (Sénégal) peut par contre être considéré comme un succès compte tenu de la qualité des participants, avec notamment la présence de responsables des questions de télécommunications au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO mais également un large panel composé de représentants de l'Etat (n'exerçant malheureusement pas de très hautes fonctions), d'acteurs du secteur privé, de journalistes des quatre pays, des responsables du CRES, des coordonnateurs régionaux des recherches et de la recherche juridique, etc. Par contre, il faut déplorer l'absence de l'équipe LICOM Nigeria qui n'a pas pu y participer de même que la faible participation des organisations de la société civile, ce qui pose problème puisqu'il s'agissait d'une activité de plaidoyer. Malgré tout, à la lecture du rapport d'évaluation rédigé par l'IPAO, il a pu être constaté que les débats ont été fructueux et ont permis de recueillir des recommandations en termes de suivi (8) et de publications (6). De plus, l'image de l'IPAO y a été perçue comme positive (26%) voire même très positive (21%) par les participants ce qui témoigne de la qualité du travail accompli par cette organisation.

Comme déjà évoquées, les activités de vulgarisation relatives au projet n'ont guère été nombreuses ni très efficaces, la page web du projet LICOM à l'intérieur du site du CIPACO ayant été irrégulièrement alimentée et la lettre d'information électronique sur le projet pas réalisée faute de ressources humaines suffisantes au sein de l'IPAO.

3.1.2. Des études d'une qualité satisfaisante mais très descriptives et redondantes

Le fait que le calendrier originel n'ait pas été respecté et que les études étaient été faites en parallèle au lieu de venir les unes après les autres n'a pas véritablement permis qu'elles s'enrichissent mutuellement. Ce point est d'ailleurs bien illustré par le fait que certains rapports rédigés par une même équipe comportent d'importantes redondances qui n'avaient pas lieu d'être.

3.2. Contenus de la recherche

Les résultats de recherche du projet LICOM ont été présentés dans les quatre (4) pays sous la forme de quatre (4) rapports, conformément aux termes de références liant les équipes nationales à l'IPAO.

3.2.1. Le cadre juridique

Le rapport rédigé par l'équipe LICOM Bénin a eu le mérite de faire un recensement complet de l'arsenal juridique en matière de commerce des services TIC ainsi que des lois organiques et décrets d'application. Le Document comporte néanmoins quelques insuffisances. Outre un plan déséquilibré (8 pages pour la première partie et une cinquantaine pour la seconde), il s'est révélé trop descriptif et n'a pas vraiment mis l'accent sur une analyse approfondie des dispositions légales et réglementaires. Ainsi les éventuels conflits entre la législation nationale et les textes régionaux (UEMOA et CEDEAO) ou internationaux (AGCS) n'ont pas été mis en exergue.

Le même constat vaut globalement pour le Nigeria avec une analyse très peu approfondie des implications potentielles des dispositions relatives à la libéralisation du commerce des biens et services TIC. Ceci constitue une faiblesse importante du rapport puisque son objectif était de mettre en évidence dans quelle mesure les lois et les politiques publiques pouvaient favoriser ou entraver le commerce des biens et services TIC. Par ailleurs la méthodologie préconisée n'a été respectée et de ce fait, les relations de complémentarité, les conflits, les lacunes, les vides juridiques, entre les dispositions nationales et les accords multilatéraux n'ont pas été identifiées.

Dans l'ensemble, et compte tenu de l'existence d'une note méthodologique, il est légitime de considérer que cette étude n'est pas de la qualité car n'apportant que très peu de valeur ajoutée au-delà du simple recensement des dispositions légales et réglementaires nationales.

S'agissant du rapport de l'équipe LICOM Sénégal, il pêche par son incapacité à proposer une définition précise du périmètre des TIC et s'est contenté de présenter les différentes définitions possibles du secteur des TIC. De plus, l'analyse du cadre légal et réglementaire a plus porté sur le sous-secteur des télécommunications que sur le secteur des TIC accordant une grande importance au code des télécommunications et négligeant la série de lois sur la société de l'information adoptée en 2008. Même si celles-ci sont mentionnées, bon nombre d'entre elles comportent des dispositions critiques pour le commerce des services TIC. Il en est ainsi de la loi sur la protection des données à caractère personnel, la loi sur la cybercriminalité, la loi sur les transactions électroniques et la loi sur la cryptologie. De même, la loi n° 2008-09 du 25 janvier 2008 sur le droit d'auteur et les droits voisins aurait dû être prise en compte dans la mesure où elle traite des documents sous formes électroniques et de la reproduction par ordinateur. Les textes régissant le commerce des services TIC ainsi que les textes régissant l'audiovisuel ont également peu, voire pas du tout, été pris en compte alors que la problématique de la convergence entre l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel est d'actualité avec le passage de l'audiovisuel analogique au numérique. Par ailleurs, la loi sur la concurrence, qui régit pourtant le commerce des services, a été simplement mentionnée.

D'une manière générale, au-delà de la vérification de la conformité avec les textes internationaux et communautaires, les forces et faiblesses ainsi que les opportunités et les limites présentées par les législations nationales en matière de commerce des services TIC n'ont pas été identifiées.

3.2.2. La caractérisation du secteur des TIC

Le rapport de l'équipe LICOM Bénin est bien structuré et son contenu est en adéquation avec les objectifs assignés à la caractérisation des entreprises TIC. Le principal reproche qui peut lui être fait est de ne pas avoir pris en compte le secteur informel dans lequel évolue pourtant un grand nombre d'entreprises.

Par contre, pour ce qui est du Nigeria, le contenu est essentiellement descriptif et contient peu d'éléments à caractère analytique. De plus, les auteurs n'ont pas cherché à faire des analyses croisées ou utilisant des variables multiples. Certes, la section comportant les observations finales du rapport met en évidence certaines difficultés rencontrées lors de la collecte des données mais globalement, il pêche par une analyse peu approfondie des données de l'enquête. Malgré ces limites, l'étude est de bonne qualité et aurait pu être rehaussée par des recommandations concrètes sur les politiques publiques et les mesures appropriées que les acteurs publics ou privés pourraient mettre en œuvre afin de stimuler le commerce et encourager l'investissement dans le commerce des biens et services TIC.

En ce qui concerne le Sénégal, alors que le document de projet avait proposé deux approches du secteur des TIC avec d'une part, (1) les équipements et les logiciels, (2) les services de télécommunications, (3) les services de conseil et d'ingénierie informatique et (4) le commerce des biens et services TIC et d'autre part, les «baskets» comprenant (a) les biens TIC, (b) l'infrastructure de services Internet (incluant les télécommunications), (c) les services de commerce électronique et (d) les produits numériques, l'étude a porté essentiellement sur le sous-secteur des télécommunications, tous les autres services étant rangés pêle-mêle dans la catégorie «autres services». Au final, le rapport propose une étude qui porte certes sur des d'entreprises du secteur des TIC mais qui ne permet pas pour autant de caractériser précisément le secteur des TIC entant que tel. Enfin, il manque des conclusions partielles pour chacune des parties du rapport ainsi qu'une conclusion générale qui aurait permis d'éviter de passer directement aux recommandations. A la décharge des chercheurs, il faut préciser qu'il leur a été difficile d'accéder à certaines données et qu'ils ont du faire face à un refus de collaboration de certains acteurs-clés comme les centres d'appels.

3.2.3. La perception des acteurs du secteur des TIC

Au Bénin, l'échantillon sur lequel a porté l'analyse était composé de trente (30) personnes, ce qui a permis de faire une analyse approfondie en ce qui concerne la perception des acteurs sur la libéralisation du commerce des services TIC. Il faut souligner que l'enquête a été réalisée sous forme d'entretiens semi-directifs mais par contre, aucun focus-group réunissant les différents types d'acteurs du secteur n'a été organisé. Ceci constitue une limite pour les résultats obtenus dans le sens où le focus-group aurait permis d'affiner les réponses obtenues lors de l'enquête semi-directive. De plus, le rapport ne renseigne pas sur la manière dont les questionnaires ont été traités. D'une manière générale, ce rapport a le mérite de faire une analyse approfondie des enjeux et risques de la libéralisation du commerce des services TIC au Bénin et comporte des recommandations pertinentes. Néanmoins, il a omis de tenir compte de l'objectif du projet concernant l'analyse des principales études/rapports et documents disponibles pour chaque pays sur ces questions. Aussi, la comparaison entre les dispositions législatives nationales sur les questions spécifiques étudiées avec les recommandations et directives des organismes régionaux tels l'OHADA et la CEDEAO n'a pas été faite.

Le rapport de l'équipe LICOM Nigeria affirme d'emblée que l'objectif de l'échantillonnage était d'administrer un questionnaire et de faire des entretiens avec des représentants du secteur privé, les analystes du secteur, les journalistes et des universitaires, omettant par ailleurs les décideurs publics. Cependant à la lecture du rapport, il s'avère que l'enquête par questionnaire s'est en réalité limitée aux acteurs du secteur privé dans l'État de Lagos, la capitale économique du Nigeria. Pire, seules quinze (15) personnes travaillant dans de grandes entreprises du secteur des TIC ont été interrogées ignorant notamment les nombreuses petites entreprises du secteur. De plus la méthodologie sur laquelle a reposée l'interview des cibles, n'a pas été précisée. Dans l'ensemble, cette étude de la perception de la libéralisation du commerce des services TIC a péché par ses faiblesses méthodologiques et son manque de profondeur d'analyse ce qui en fait un produit de qualité très moyenne.

Au Sénégal, la perception de la libéralisation du commerce des services TIC par les acteurs s'est faite essentiellement sur la base de focus groups au sein desquels les uns et les autres s'observaient, s'écoutaient et tentaient de s'influencer ce qui n'a pas permis par ailleurs d'identifier les perceptions spécifiques propres à chacun des groupes d'acteurs. Il aurait été préférable d'organiser des focus groups par types d'acteurs (public, privé, société civile, chercheurs et universitaires, médias, etc.) auxquels auraient été posés sensiblement les mêmes questions ou de procéder à des entretiens individuels afin de mettre en évidence les perceptions des différents types d'acteurs sur des points spécifiques. De plus, le rapport consiste plus en une mise en forme des propos tenus par les uns et par les autres qu'en une véritable analyse des perceptions des acteurs. Par ailleurs, au vu de la liste des participants aux focus groups, il apparaît que les associations de consommateurs ont été les grandes absentes, en dehors de la participation d'un représentant de l'Union nationale des consommateurs du Sénégal (UNCS). Enfin, le rapport est rédigé de telle sorte qu'il est quasiment impossible d'en tirer des conclusions et de savoir ce que pense globalement tel ou tel groupe d'acteur ou ce qu'il pense d'une question spécifique relative à la libéralisation ni même d'avoir une perception de la manière dont la libéralisation est perçue par l'ensemble des acteurs.

3.2.4. L'impact de la libéralisation

Le rapport de l'équipe LICOM Bénin sur l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC est riche et apporte beaucoup d'informations sur le fonctionnement et la structure du marché des TIC. Cependant l'analyse fait trop grand cas du sous-secteur des télécommunications et laisse un peu trop en marge les autres sous secteurs. De plus, la méthodologie utilisée n'a pas permis d'estimer les bénéfices coûts/avantages de la libéralisation du commerce des services TIC comme initialement prévu par les termes de références du projet. De ce fait, l'objectif principal de ce rapport qui était l'estimation des coûts et des avantages de la libéralisation du commerce des services TIC, n'a pas été atteint car l'approche économétrique préconisée dans le document

méthodologique a été laissée de côté, sans doute en raison du manque de données. L'analyse est restée descriptive, se limitant à faire ressortir la contribution des TIC dans les différents secteurs de l'économie et surtout ce quatrième rapport s'avère peu utile dans le sens où il se résume à une synthèse des trois autres rapports.

Le rapport rédigé par l'équipe LICOM Nigeria s'inscrit dans la même lignée que celui du Bénin. Il décrit l'évolution de la contribution du sous-secteur des télécommunications au PIB par rapport aux services en général, les tendances de l'investissement privé dans le secteur, la création d'emplois tel que rapportée par les différents opérateurs de télécommunications ainsi que dans des études antérieures de même que les possibilités créées par l'amélioration des infrastructures de télécommunications en matière de valeur ajoutée en aval des services Internet dans le secteur des services financiers et dans d'autres secteurs de l'économie. Le rapport fournit également un inventaire et une analyse des engagements généraux et spécifiques pris par le Nigeria dans le cadre de l'AGCS, même si les tableaux en faisant l'inventaire ne sont pas facilement lisibles. L'approche est cependant essentiellement descriptive et ne repose pas sur une analyse rigoureuse reposant sur des variables multiples des données secondaires ce qui en fait un produit de qualité moyenne.

Pour ce qui est du Sénégal, le rapport sur l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC pêche par la non prise en compte de la perspective historique qui fait qu'en lieu et place d'une mesure de l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC le rapport se contente de nous présenter un état du secteur dans le cadre de la libéralisation. Cela tient pour partie au fait que les chercheurs ne disposaient pas des données permettant de décrire la situation prévalant avant la libéralisation pour la comparer à la situation ultérieure et pour une autre partie qu'ils n'ont guère utilisés les travaux antérieurs portant sur la question. De plus, compte tenu du biais qui parcourt l'ensemble du projet, l'analyse a porté quasi exclusivement sur le sous-secteur des télécommunications et même par glissement sur les services de téléphonie mobile.

Ainsi, le rapport ne dit rien sur les télécentres qui ont pourtant constitué, avant la lettre, une forme de libéralisation du commerce des services de télécommunications puisque ceux-ci ont autorisé des privés à revendre des services de télécommunications à une époque où ceux-ci étaient encore sous monopole.

En dehors de cela, il faut noter que toute une partie du document est consacrée au cadre réglementaire alors que celui-ci fait l'objet d'un autre rapport auquel les auteurs auraient pu simplement renvoyer. Sur le plan des données factuelles, le rapport contient des informations erronées comme le caractère non concurrentiel de la téléphonie fixe et de la fourniture d'accès à Internet. S'agissant plus particulièrement de la fourniture de services Internet (FSI), classée dans les services à valeur ajoutée régis par la libre concurrence, il aurait été intéressant d'analyser pourquoi et comment dans une situation de marché totalement ouvert et concurrentiel, le Sénégal est passé de quatorze (14) FSI à deux (2) avec une situation de quasi monopole de fait au profit de l'opérateur historique ! Le document dit peu de chose sur l'impact de la libéralisation puisque seules neuf (9) pages portent sur la question. Cependant, en termes de qualité, il n'en est pas moins un excellent rapport, voire le meilleur de tous.

3.3. Coordination scientifique

Dans le cadre du projet LICOM, les tâches de coordination scientifique se sont situées à trois (3) niveaux à savoir (1) la coordination régionale des recherches sur la caractérisation du secteur des TIC, la perception et l'impact de la libéralisation, (2) la coordination régionale de la recherche juridique portant sur le cadre légal et réglementaire et enfin la coordination nationale dans chacun des pays.

3.3.1. Des coordonnateurs compétents mais n'ayant pas su faire respecter les délais

La coordination régionale des recherches s'est globalement acquittée de sa tâche. Cependant, les équipes nationales se sont plaintes d'une part, de n'avoir pas disposé à temps de la note méthodologique indiquant comment mesurer l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC et d'autre part, de ne pas avoir pu appliquer la méthodologie recommandée lorsqu'elle a été disponible compte tenu des implications qui étaient les siennes en termes de données à recueillir.

Il y a également eu des récriminations quant aux délais mis par la coordination régionale pour communiquer ses remarques sur les documents provisoires, ce qui a provoqué des retards dans l'exécution du projet. D'un autre côté, la coordination régionale n'a pas été assez stricte avec les équipes nationales concernant le respect des délais convenus. Malgré tout, il n'y a pas eu de critiques sévères sur la manière dont la coordination régionale des recherches a pu finalement mener à bien son mandat. De même, pour ce qui est de la coordination régionale de la recherche juridique, aucune critique majeure n'a été enregistrée. On notera simplement qu'il a été demandé au coordonnateur, suite au dépôt de sa synthèse sur le niveau de conformité des législations nationales avec les textes communautaires et internationaux, de mieux faire ressortir les spécificités nationales.

Dans les quatre pays, il ne semble pas que la coordination scientifique ait posé des problèmes particuliers à l'échelle nationale. Les équipes étant souvent relativement homogènes du point de vue de leur composition dans le sens où la majorité des membres (Bénin et Sénégal) voire la totalité (Ghana et Nigeria) venait d'une même institution et donc se connaissait sur le plan personnel et professionnel, il semble que le travail de coordination s'en soit trouvé facilité.

D'un autre côté, cette proximité a peut-être été un frein à l'expression de points de vue critiques sur les problèmes rencontrés. Si l'on s'intéresse aux performances des coordonnateurs nationaux pour l'organisation des ateliers de restitution nationaux, il est légitime de leur reprocher de ne pas être réellement parvenus à réunir des panels véritablement représentatifs des acteurs du secteur, les chercheurs et les journalistes ayant été fréquemment surreprésentés au détriment des décideurs politiques et des représentants du secteur privé.

3.3.2. Des recherches de qualité inégale dues à des équipes plus ou moins performantes

D'une manière générale, la moins satisfaisante des recherches a été celle portant sur l'impact de la libéralisation. Aucune des études nationales n'a en effet permis d'en identifier véritablement les effets positifs et négatifs. Toutes ont péché par leur caractère trop descriptif et la faiblesse voire l'absence d'analyse des données recueillies. Du fait de problèmes de représentativité des échantillons, les études sur la perception ont également montré nombre de limites. Après en avoir pris connaissance, il est difficile d'avoir une idée claire et précise de la manière dont la libéralisation du commerce des services TIC a été perçue par les uns et les autres. S'agissant des études sur la caractérisation du secteur, malgré là aussi des problèmes d'échantillonnage, elles ont pour la plupart permis de donner une photographie du secteur des TIC mais elles ont échoué à en présenter une typologie précise. Moins complexes à réaliser, les études sur le cadre légal et réglementaire ont généralement été bien faites même si elles ont manqué de profondeur historique et ont péché par excès descriptif.

Si l'on se place dans l'optique pays, les meilleures études ont sans aucun doute été réalisées par

l'équipe LICOM Ghana, suivi par l'équipe LICOM Sénégal puis par l'équipe LICOM Bénin et en dernier lieu par l'équipe LICOM Nigeria. La performance de l'équipe ghanéenne, s'explique sans doute par son homogénéité et son expérience à conduire des recherches sur les politiques publiques dans le domaine des sciences et des technologies. A contrario, la contre-performance de l'équipe nigériane peut s'expliquer par le manque de moyens humains (deux chercheurs) et financiers (budget strictement équivalent à celui des autres pays) eu égard à la taille géographique du pays et de son économie et de l'existence dans le pays d'une capitale politique (Abuja) et d'une capitale économique (Lagos) séparées par plusieurs centaines de kilomètres.

3.3.3. Une bonne coordination scientifique tant au niveau national que régional

D'une manière générale, les chercheurs membres des différentes équipes nationales ne se sont pas plaints de la manière dont la coordination avait été assumée et n'ont pas évoqué de problèmes particuliers. Comme déjà dit, le fait que les chercheurs de ces équipes se connaissent déjà, a pu faciliter l'organisation du travail et/ou contribuer à faire taire les problèmes rencontrés. Hormis cela, si l'on se base sur les résultats, on s'aperçoit que toutes les équipes ont organisé les activités qui leur incombent (ateliers nationaux, focus groups, etc.) et qu'elles ont réalisé les produits qui leur avaient été demandés.

La difficulté qui peut être notée à ce niveau aura été celle du respect des délais. Encore faut-il souligner que les retards ont été parfois de la responsabilité de la coordination régionale du fait de la lenteur à fournir les outils méthodologiques et à réagir aux versions provisoires. De même, on peut considérer que la faible représentativité des participants aux ateliers nationaux est de la responsabilité des coordonnateurs nationaux qui ont eu tendance à donner la priorité à leurs collègues plutôt qu'aux acteurs du secteur. On peut également estimer que les coordonnateurs nationaux ne se sont pas montrés assez perspicaces dans le choix des membres des équipes, se limitant pour l'essentiel à travailler avec des économistes alors que d'autres compétences disciplinaires auraient été fortement utiles.

3.3.4. Les méthodologies utilisées n'ont pas permis d'atteindre efficacement les objectifs

A la question de savoir si les méthodologies utilisées ont permis d'atteindre les objectifs du projet, la réponse est plutôt mitigée comme cela transparaît dans les commentaires faits plus haut tant sur le contenu des rapports que sur leur qualité. Le recensement et l'analyse des principaux textes régissant le secteur des télécommunications a permis de mesurer leur niveau de conformité avec d'une part les règles de l'OMC en la matière (AGCS, ATI et ATB) et d'autre part avec les textes communautaires adoptés par l'UEMOA et la CEDEAO comme demandé dans les termes de références.

Cependant, il aurait été intéressant de mesurer l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC en analysant les changements survenus dans la législation/réglementation plutôt que de faire un état des lieux et une simple vérification de conformité. Il a notamment manqué une perspective historique permettant de montrer comment d'une part les législations nationales avaient évolué sous l'influence de la libéralisation du commerce des services TIC suite à l'adoption de l'AGCS et d'autre part comment les organisations d'intégration régionale avaient été amenées, sous l'influence de l'AGCS, à élaborer des législations communautaires sur les TIC.

Pour ce qui est de la caractérisation du secteur des TIC, l'absence d'une définition précise et partagée du secteur des TIC et d'une typologie des différents sous-secteurs a également été un gros handicap qui, couplé à la difficulté à trouver des données sur les petites et moyennes entreprises du secteur des TIC, a amené les équipes de recherche à s'intéresser essentiellement au sous-secteur des télécommunications.

S'agissant de la perception de la libéralisation du commerce des services TIC par les acteurs, le principal écueil méthodologique a été de mettre l'accent sur les focus groups qui n'ont pas permis de mettre en exergue les différentes perceptions des acteurs, ceux-ci s'influençant voire se neutralisant mutuellement. Il aurait été préférable de faire des entretiens séparés en fonction des groupes d'acteurs (décideurs politiques, régulateur, petites entreprises, opérateurs de

télécommunications, consommateurs, associations de la société civile spécialisées dans les TIC, experts, universitaires et chercheurs, etc.) et d'organiser ensuite les focus groups afin d'observer les convergences et les divergences.

Enfin, la méthodologie proposée pour l'étude de l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC n'a pas permis d'en donner la mesure. D'une part, elle n'a pris en compte que la dimension économique, ce qui pose problème lorsque l'on sait que l'impact de la libéralisation possède des dimensions sociales et d'autre part elle impliquait l'utilisation de données qui se sont avérées difficiles à recueillir voire non disponibles.

Cela étant, il faut souligner que le travail de synthèse fait par les deux coordonnateurs régionaux a permis de combler nombre des limites constatées dans les études nationales et leur a, de ce fait, apporté une importante valeur ajoutée, la lecture des synthèses étant beaucoup plus riche que la lecture cumulée des rapports nationaux.

3.4. Coordination administrative et gestion des partenariats

Entre juin 2008 et octobre 2009, la coordination administrative du projet LICOM a été assurée par Ken Lohento, coordonnateur du programme TIC de l'IPAO. Suite à son départ, il n'a pas été véritablement remplacé dans ses fonctions et la coordination du projet a été assurée en partie par Pauline Bend, Directrice des programmes de l'IPAO et en partie par Sokhna Seck Sarr.

3.4.1. Une coordination administrative compétente mais manquant de bras

D'une manière générale, les coordonnateurs de la recherche comme les membres des équipes de nationales n'ont pas exprimé de critiques de fonds sur la manière dont le projet a été piloté par l'IPAO. Au contraire dans leurs appréciations de la crédibilité de l'IPAO, ils ont loué la manière dont cette institution s'était acquittée de sa tâche. Cependant, certaines failles sont apparues dans la gestion du projet et il semble que dès le départ, le volume de travail qu'il impliquait a été sous-évalué. Ainsi, même lorsque Ken Lohento était encore présent au sein de l'IPAO, la réalisation de la lettre d'information électronique prévue pour diffuser des informations relatives au projet n'a jamais été réalisée. Toujours concernant le volet communication, la gestion de la page LICOM au sein du site web du CIPACO n'a pas été ce qu'elle aurait dû être une fois de plus en raison d'un manque de ressources humaines.

Enfin, comme déjà évoqué, le coaching des journalistes avec lesquels l'IPAO avait signé des contrats a été peu efficace. Sans doute aurait-il fallu les intégrer directement aux équipes de recherches et les faire superviser par les coordonnateurs nationaux plutôt que de vouloir les superviser à partir de l'IPAO. D'une part, leur suivi aurait été plus rapproché et d'autre part ils auraient pu, par ce biais, être plus étroitement associés aux équipes de recherche et donc aux activités du projet.

Pour en revenir à l'administration de la recherche en tant que telle, le manque de ressources humaines au sein de l'IPAO a impacté négativement sur le suivi régulier du projet avec pour conséquences le non-respect des délais prévus pour la réalisation des études puis pour le dépôt des rapports finaux. Cette accumulation de retards a notamment eu pour conséquence de retarder l'organisation des ateliers nationaux qui n'ont pas pu jouer le rôle qui leur était assigné à savoir permettre une évaluation des rapports par les acteurs en vue de leur correction éventuelle.

3.4.2. Des moyens globalement bien utilisés mais insuffisants pour l'équipe du Nigeria

Globalement, les moyens mis à disposition des activités prévues dans le cadre du projet ont été bien utilisés. Cependant, nous estimons que le prix payé par l'IPAO pour la réalisation de la page Web du projet au sein du site du CIPACO était trop élevé pour le travail accompli et le résultat obtenu. En effet, il ne s'agissait pas de développer un site web pour le projet mais simplement de développer un page à l'intérieur du site du CIPACO.

De plus, le principe de diviser le budget en parts égales pour les quatre équipes nationales, s'il pouvait sembler a priori pertinent, a posé problème au Nigeria. En effet, le budget s'est avéré trop faible pour réaliser correctement les quatre études thématiques et l'organisation de l'atelier national. Cela a eu notamment pour conséquence l'impossibilité d'avoir des échantillons représentatifs des réalités nigérianes pour la caractérisation du secteur des TIC comme pour les enquêtes auprès des acteurs du secteur, notamment pour l'étude des perceptions de la libéralisation. A l'avenir dans le cadre de projets de ce type, il serait pertinent de prendre en compte la taille du pays de tous les points de vue (géographique, économique, démographique, etc.)

3.4.3. *Respect du calendrier et suivi étroit auraient facilité l'atteinte des objectifs*

Incontestablement, le respect du calendrier initial aurait autorisé un meilleur suivi des études thématiques et surtout leur enchaînement aurait permis qu'elles s'enrichissent mutuellement, ce qui n'a pas été possible.

De plus, en termes de suivi, tant par l'IPAO que par la coordination régionale des recherches, il aurait fallu envisager au moins une visite annuelle dans chacun des pays afin de prendre le pouls de ce qui se passait sur le terrain au niveau des équipes de recherche, pouvoir rencontrer des acteurs du secteur, être en mesure de donner des conseils, d'apporter des correctifs voire nouer d'autres partenariats.

A l'avenir il faudrait notamment penser l'évaluation dès le démarrage du projet et l'inclure dans le déroulement de celui-ci et non en faire une activité séparée intervenant à la fin du projet à un moment où l'intérêt des acteurs a fortement baissé car ceux-ci sont d'ores et déjà pris par d'autres perspectives et où nombre d'éléments sont déjà effacés de leurs mémoires. Ainsi, l'évaluation aurait-elle pu être plus précise si le coordonateur de l'évaluation avait participé à l'atelier de lancement méthodologique, à au moins un atelier de validation hors du Sénégal, à l'atelier régional et avait pu s'entretenir avec les responsables de la coordination administrative au sein de l'IPAO.

3.4.4. *Un partenariat fort avec les organisations régionales aurait été souhaitable*

Le choix des équipes de recherche a été globalement judicieux, à l'exception du Nigeria, et a permis d'obtenir des résultats globalement satisfaisants même si des faiblesses ont pu être notées ici ou là. Par contre, il a manqué de véritables partenariats institutionnels avec les ministères en charge des TIC, les régulateurs nationaux, l'ARTAO, l'UEMOA et la CEDEAO. L'association officielle des ministères aurait permis d'une part d'impliquer plus fortement les décideurs politiques et d'autre part de bénéficier de leur appui pour mieux mobiliser les acteurs dans le cadre des ateliers nationaux et du suivi. De même, peut-être aurait-il fallu nouer des partenariats avec des organes de presse plutôt qu'avec des journalistes individuels pour s'assurer d'une bonne surface rédactionnelle et d'une couverture plus régulière de la problématique du projet dans les journaux.

3.4.5. *La synergie souhaitée entre chercheurs et journalistes ne s'est pas réalisée*

Si l'intérêt d'une collaboration étroite entre chercheurs et journalistes a été relevé tant par les uns que par les autres dans le but de mieux vulgariser les résultats de la recherche, d'alimenter le débat public et de renforcer le plaidoyer sur les questions liées à la libéralisation du commerce des services TIC, dans les faits celle-ci n'a guère donné de grands résultats le travail s'étant déroulé de manière cloisonnée et non en synergie. Non intégrés aux équipes de recherche, les journalistes sont restés des acteurs extérieurs au projet et ils n'y ont pas véritablement contribué. En effet, sur le terrain, une certaine méfiance/distance s'est installée entre les journalistes et les chercheurs. Concrètement, les articles n'ont guère comporté d'éléments provenant des recherches menées par les chercheurs ce qui a compromis les possibilités de disposer d'articles solidement documentés sur les questions touchant à la libéralisation du commerce des services TIC. Ainsi, la question de la transposition des textes communautaires dans les législations

nationales qui était pourtant d'actualité puisqu'elle aurait dû être achevée au 31 décembre 2010, n'a été traitée que par les journalistes du Bénin et du Ghana.

La collaboration entre chercheurs et journalistes s'est bien déroulée d'un point de vue formel mais quant au fond, il n'y a pas eu de véritables collaboration et notamment d'implication des premiers dans la vulgarisation ni des seconds dans la recherche. Les chercheurs ont d'ailleurs relevé que les journalistes n'avaient peu voire pas du tout, contribué à la réflexion. De leur côté, les journalistes ont suggéré qu'à l'avenir une véritable synergie soit créée entre chercheurs, acteurs du secteur et journalistes pour une meilleure diffusion de l'information sur ces questions. La participation des journalistes au projet a surtout été appréciée dans le cadre de leur mission traditionnelle qui consistait à relayer l'information sur le projet. On peut dire que les chercheurs se sont montrés très réservés concernant l'apport des journalistes au projet et ceci doit être mis en relation avec la faiblesse de leurs productions tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Cela pose la question de la démarche utilisée par l'IPAO en vue d'impliquer les médias dans le projet. Plutôt que de choisir dans le vivier des personnes avec lesquelles il avait déjà travaillé, l'IPAO aurait sans doute été plus avisé de procéder par appel d'offres et de sélectionner les journalistes qui non seulement s'intéressaient aux TIC mais surtout étaient les plus compétents et les plus à même d'apporter de la valeur ajoutée au projet.

3.4.6. Nombre d'acteurs des TIC ont regretté de ne pas avoir été suffisamment associés

De l'examen de l'ensemble des rapports de fin de mission, rapports d'ateliers nationaux et entretiens réalisés avec les acteurs du projet, il ressort qu'aucun partenariat en tant que tel n'a été développé dans le cadre du projet. Cependant, dans la plupart des pays à l'exception semble-t-il du Nigeria, les équipes nationales ont eu à s'appuyer sur des résultats obtenus dans le cadre d'initiatives internationales, comme le réseau RIA, ou sur des initiatives nationales telles l'enquête nationale sur les TIC au Sénégal (ENTICS) ou encore le travail effectué dans le cadre de la e-stratégie du Bénin. Globalement, le projet n'a pas débouché sur la construction de partenariats avec les acteurs du secteur. Sans doute faudrait-il également penser à associer les acteurs du secteur à l'élaboration du projet de recherche notamment en ce qui concerne la définition des objectifs à atteindre et le recueil de leurs attentes pour que ceux-ci se sentent plus impliqués et pour leur permettre de se positionner véritablement en tant qu'acteurs du projet et non seulement de simples objets de la recherche. Enfin, certains acteurs ont exprimé le sentiment de n'avoir pas été suffisamment impliqués dans la recherche par les chercheurs. Là encore, si le reproche peut être considéré comme légitime, il doit être relativisé par le fait que nombre de ces acteurs se sont souvent montrés peu disponibles à participer aux différentes activités du projet (atelier, focus groups, etc.). A l'avenir, une solution pour remédier à ce type de problème serait probablement de mettre en œuvre une démarche de recherche participative au travers de laquelle les acteurs du secteur qui font objet de la recherche se l'approprient plus amplement car la considérant comme leur.

3.4.7. L'insuffisance de personnels a compromis le déroulement de certaines activités

La coordination du programme a été correctement assurée jusqu'en octobre 2009, date à laquelle le gestionnaire du programme a quitté l'IPAO pour une autre institution et n'a jamais été véritablement remplacé. Cependant, dès le départ, un retard de deux mois a été enregistré puisque le contrat avec le CRDI a été signé en avril et que le projet n'a pu commencer ses activités qu'à partir du mois de juin compte de la charge de travail qui pesait alors sur le personnel de l'IPAO.

Pour ce qui est de la planification des activités, celle-ci n'a pas été mise en cause par les chercheurs mais ceux-ci se sont plaints du retard apporté dans l'organisation de l'atelier méthodologique de lancement. Cependant, il faut souligner que la responsabilité de ce retard ne revient pas intégralement à l'IPAO puisque en raison des vacances universitaires, les équipes de recherches étaient peu disponibles et que, par ailleurs, les documents méthodologiques n'avaient pas été finalisés.

S'agissant de la planification de l'atelier régional, même si aucun acteur du projet ne l'a

mentionné, le fait qu'il se soit déroulé en juillet 2010 alors que l'ensemble des rapports finaux avait été finalisés, n'a pas permis que les suggestions et recommandations faites à cette occasion soient véritablement prises en compte par les équipes de recherche.

Du point de vue de l'atteinte des objectifs, certains chercheurs ont estimé que le volume de travail qui était attendu d'eux était trop important, notamment pour ce qui était de la production des quatre rapports tandis que d'autre ont estimé que la durée du projet avait été trop longue. Ces propos sont cependant à relativiser lorsque l'on sait qu'aucune des équipes de recherche n'a été en mesure de respecter l'échéancier défini pour la production des différents livrables. En dehors des limites budgétaires qui ont impacté la mise en œuvre des activités au Nigeria, le budget alloué pour la réalisation du projet et la manière dont il a été décaissé par l'IPAO n'a pas été un obstacle à la réalisation du projet dans de bonnes conditions. De même, la question du bilinguisme n'a pas été source de problèmes du moins entre l'IPAO et les équipes nationales. Cependant les équipes anglophones (Ghana et Nigeria) auraient souhaité qu'il y ait une coordination scientifique anglophone ce qui montre qu'il y a eu tout de même des difficultés à ce niveau. Un projet ne pouvant disposer d'une coordination bicéphale pour des raisons d'efficacité, sans doute aurait-il fallu être plus exigeant sur le niveau réel de bilinguisme du coordonnateur régional des recherches et de la recherche scientifique à défaut de pouvoir recruter des coordonnateurs qui soient parfaitement bilingues.

3.5. Quantité et qualité des produits obtenus

Dans le cadre du projet LICOM, un certains nombre de livrables étaient attendus de chacune des équipes de recherche, à savoir :

- Un (1) inventaire analytique du cadre juridique du commerce des biens et services TIC ;
- Un (1) rapport d'enquête sur la caractérisation du secteur TIC ;
- Un (1) rapport d'enquête sur l'état de la libéralisation et la perception des acteurs ;
- Un (1) rapport général d'agrégation et d'analyse des différentes enquêtes.

De plus la coordination régionale des recherches devait produire une synthèse des trois rapports d'enquêtes produits par les quatre équipes de recherche et la coordination régionale juridique une synthèse des inventaires analytiques, la synthèse des deux devant déboucher sur une publication finale.

Enfin, pour le volet journalistique, les journalistes impliqués dans le projet LICOM devaient produire vingt quatre (24) articles de presse portant sur (1) l'état des enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC au niveau régional et dans la région, (2) l'adoption et la mise en œuvre des accords internationaux à la base de libéralisation (tels que l'AGCS) ainsi que leur impacts sur l'économie des pays ciblés et (3) les rôles et enjeux pour le secteur privé et la société civile sur ces questions. Ces dossiers devaient être le produit d'un travail de terrain et être réalisés à travers différents genres rédactionnels (grand reportage, portraits, commentaire, analyse, etc.) et mettre en parallèle divers points de vue (économique, juridique, scientifique, consumériste, etc.).

3.5.1. Des livrables en quantité demandée mais pas toujours de grande qualité

D'un point de vue quantitatif, toutes les équipes de recherche se sont acquittées des engagements qui étaient les leurs, bien qu'il faille signaler que les délais initiaux n'ont pas été respectés. En termes de qualité, le reproche que l'on peut faire à la plupart des études est d'avoir été trop descriptives et pas suffisamment analytiques et de n'avoir pas totalement atteint leurs objectifs spécifiques.

Malgré les faiblesses relevées, la qualité des rapports de recherche est cependant bonne et ils ont contribué à la production des connaissances utiles pour une meilleure compréhension de la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC en Afrique de l'Ouest. Les

coordonnateurs nationaux ont également produits les synthèses qui leur avaient été demandées et leurs productions ont été de qualité. En témoigne la qualité de la synthèse finale qui devrait faire l'objet d'une publication et qui est de bien meilleure qualité que les études thématiques prises individuellement.

S'agissant des articles de presse, les journalistes ont globalement respecté les quotas de production qui étaient les leurs à l'exception d'un des deux journalistes sénégalais qui n'a produit que deux articles.

Néanmoins, nous avons constaté que nombre des articles produits ne répondaient pas aux critères définis dans les termes de références du projet à l'exception du Bénin. Dans ce pays les articles ont abordé la question de l'harmonisation du cadre juridique, la libéralisation du secteur de la téléphonie, l'impact de la libéralisation de la téléphonie mobile sur la téléphonie fixe, etc. Au Sénégal, mis à part deux articles couvrant l'atelier national de lancement, les articles n'ont guère abordé les questions traitées dans le cadre du projet LICOM. Au Nigeria, sur les sept articles produits, deux ont effectivement portés sur l'expérience nigériane en matière de libéralisation du commerce des services de télécommunications et deux autres sur les activités du projet. Le Ghana a fait exception par la démarche adoptée qui a consisté à publier des articles et des dépêches d'agence de presse tout en réalisant six (6) reportages diffusés par la chaîne de télévision privée TV3.

3.5.2. Les capacités des parties prenantes au projet ont été incontestablement renforcées

Pour répondre objectivement et correctement à cette question, il aurait fallu disposer d'une *baseline study* exhaustive des capacités d'analyse et/ou du degré de connaissance des enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC en Afrique de l'Ouest de manière à pouvoir mesurer les éventuels progrès accomplis par rapport à la situation de référence. Faute de telles données, nous nous contenterons donc de rendre compte des perceptions des acteurs impliqués dans le projet et de l'analyse que nous en faisons.

S'agissant des chercheurs, le fait de conduire ce travail de recherche systématique sur ces questions leur a incontestablement permis de mieux connaître et comprendre les enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC. De plus, la plupart d'entre eux étant des économistes, qui ne maîtrisaient pas forcément le cadre légal et réglementaire de la libéralisation du commerce des services TIC. Cette dimension leur a permis d'enrichir leur compréhension de la problématique. Pour ce qui est du renforcement de capacités en tant que tel, il ne semble pas qu'ils aient beaucoup appris sur le plan méthodologique, les outils proposés n'ayant pour l'essentiel pas pu être mis en œuvre notamment pour ce qui est de la mesure de l'impact de la libéralisation du commerce des services TIC. Si les équipes avaient été pluridisciplinaires et la démarche scientifique interdisciplinaire, sans doute que les différents spécialistes (économistes, juristes, sociologues, etc.) auraient pu s'enrichir les uns les autres notamment sur le plan méthodologique mais également sur celui de l'appréhension de la complexité de ces questions. Sur un autre plan, la démarche comparative adoptée a permis aux uns et autres d'avoir une vision plus large de ce qui se passait en la matière au delà de ses propres frontières nationales et/ou ère linguistique.

Pour ce qui est des journalistes, ils ont déclaré, dans l'ensemble, avoir beaucoup appris mais en l'état des choses, il est difficile de savoir si leurs capacités d'analyse ont été véritablement renforcées. Le projet leur a cependant permis, grâce aux contacts établis avec les chercheurs mais également avec les acteurs du secteur des TIC à l'occasion des ateliers nationaux et de l'atelier régional, d'étendre leurs réseaux de contacts et de faire la connaissance de personnes vers lesquelles ils peuvent désormais se tourner pour traiter de ces questions.

Quant aux acteurs du secteur, les propos tenus par les décideurs politiques et les représentants du secteur privé, ont montré que la description du cadre légal et réglementaire international (AGCS), régional (UEMOA/CEDEAO) voire national leur a été très utile car ils étaient largement méconnus. Ils ont également apprécié la mise en œuvre de la démarche multi-acteurs et ont souhaité qu'elle soit systématiquement adoptée par l'État pour le traitement des questions du secteur TIC.

Toutefois, il faut déplorer l'absence de représentants de la société civile, qu'il s'agisse des associations de consommateurs, des organisations vulgarisant les TIC, des syndicats de travailleurs du secteur, etc. Leur non participation aux activités prévues dans le cadre du projet limite incontestablement les possibilités de plaider.

IV. Durabilité et impact du projet LICOM

Le projet LICOM ayant pris fin il y a moins de six (6), il est prématuré de vouloir se prononcer sur sa durabilité et son impact mais nous tenterons tout de même de répondre aux questions relatives à ces deux dimensions.

4.1. L'appropriation des résultats de la recherche freinée par une diffusion tardive

En ce qui concerne les chercheurs, on peut estimer qu'ils se sont fortement appropriés les résultats des recherches produits dans le cadre du projet LICOM car tant au Sénégal qu'au Bénin par exemple, ils les ont réutilisés dans le cadre d'autres processus, qu'il s'agisse de l'élaboration de documents de stratégie nationale ou de la réalisation de travaux académiques.

Pour ce qui est des journalistes, la mesure de l'appropriation des résultats de recherche est difficile faute d'éléments d'information sur le nombre d'articles écrits sur les questions touchant à la libéralisation du commerce des services TIC après la clôture du projet LICOM. A leur décharge, il faut dire que les rapports n'ayant pas été diffusés, il leur a été difficile de pouvoir les exploiter. Par contre, un résultat non prévu a été noté dans un pays comme le Ghana où en plus des articles publiés dans les journaux, des reportages télévisés ont été réalisés ce qui n'était pas prévu dans le cadre du projet. Cela a contribué à mieux faire connaître le projet et à sensibiliser le grand public sur la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC à l'échelle nationale.

S'agissant des décideurs politiques et des représentants du secteur privé, eux non plus n'ont pas eu accès aux résultats finaux du projet en dehors des synthèses présentées lors des ateliers nationaux de restitution et pour certains lors de l'atelier régional d'échanges et de plaider. Il ne leur a donc pas été possible d'en tirer profit et il est symptomatique que les uns et les autres nous aient demandé de leur envoyer les comptes rendus des rencontres auxquelles ils avaient participé en vue de répondre à nos questions.

Néanmoins, comme déjà évoqué, la démarche a été particulièrement appréciée et les uns et les autres disent vouloir s'en inspirer dans le cadre des processus visant à l'élaboration de stratégies pour le secteur des TIC ou dans le cadre du nouveau cycle de négociations portant sur la libéralisation du commerce qui devrait s'ouvrir suite à l'échec de la première phase du cycle de Doha.

4.2. Le niveau d'intérêt pour le projet s'est estompé après sa finalisation

En l'absence de mécanisme de suivi mis en place dans le cadre du projet LICOM et d'initiative assurant la durabilité du processus engagé dans les différents pays, le niveau d'intérêt a tout naturellement diminué même si les problèmes restent d'actualité. Un des symptômes les plus évidents de la diminution de l'intérêt pour le projet LICOM et ses résultats a été la difficulté à mobiliser les acteurs qui y avaient participé afin de recueillir leurs contributions dans le cadre de l'évaluation. Pour autant les acteurs ayant été impliqués dans le projet ont montré tout l'intérêt qu'elles y portaient en faisant des recommandations et en insistant sur le suivi de leur mise en

œuvre. De même, la participation des représentants de l'UEMOA et de la CEDEAO à l'atelier d'échange et de plaidoyer, alors qu'ils n'avaient pas été associés au projet LICOM auparavant, témoigne de l'intérêt qu'il a pu susciter.

4.3. Les journalistes impliqués dans le projet se rapprochent désormais des chercheurs

D'un point de vue méthodologique, il est difficile de savoir si le projet a contribué à accroître le nombre d'articles publiés sur la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC car nous ne disposons d'aucun élément chiffré sur ce qu'était leur production avant et après leur participation au projet. Il faut cependant noter que nombre de journalistes impliqués dans le projet LICOM travaillaient auparavant sur les questions liées aux TIC et continuent donc naturellement à s'y intéresser.

Pour avoir une véritable mesure de l'impact du projet LICOM en la matière dans doute faudrait-il mesurer sur une période plus longue, au minimum une année après la fin du projet, le nombre d'articles publiés par les journalistes qui avaient été impliqués dans le projet sur la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC.

Pour ce qui est de la seconde partie de la question, les témoignages recueillis auprès des journalistes donnent des situations diverses. Au Sénégal le contact entre journalistes et chercheurs se poursuit alors qu'au Bénin il n'en est rien, les contacts ayant d'ailleurs été des plus limités dans le cadre du projet. Peut-être aurait-il fallu une véritable intégration des journalistes au sein des équipes de recherche, sur la durée, pour jeter les bases d'une collaboration qui se seraient poursuivies au-delà du cycle du projet.

4.4. Une volonté d'établir des collaborations durables entre chercheurs et journalistes

Les acteurs du projet ont formulé diverses propositions visant à favoriser un rapprochement et une collaboration durables en chercheurs et journalistes à savoir:

- L'édition et la publication à grande échelle des rapports produits par les chercheurs ;
- L'organisation d'un séminaire national de dissémination sous l'égide du ministère du commerce de manière à impliquer directement les acteurs politiques ;
- La création d'un observatoire sur les enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC constituant un cadre d'échange permanent entre chercheurs et praticiens pour une mise en synergie des différentes actions menées dans le secteur ;
- La formation des journalistes sur les enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC et leur mise en réseau de manière à susciter chez ces derniers une spécialisation autour de cette problématique ;
- La création d'une plateforme en ligne permettant le partage d'informations et de connaissances liées à la problématique de la libéralisation du commerce des services TIC.

4.5. Sans diffusion des résultats de recherche pas d'utilisation possible par les médias

Les organisations/équipes/projets de recherche communiquant rarement sur leurs objectifs avant que les études aient été menées à bien et publiées, il est impossible de savoir si d'autres organisations de recherche se sont inspirées du projet LICOM d'une manière ou d'une autre. De même, pour ce qui est de l'exploitation des résultats par médias, ceux-ci n'ayant pas encore fait

l'objet d'une diffusion publique, sous forme papier ou électronique, en dehors des synthèses présentées lors des ateliers de restitution, il est quasiment impossible de répondre à cette question.

4.6. Une insuffisante appropriation des résultats de la recherche à tous les niveaux

a) Compte tenu du faible niveau de représentativité des acteurs publics et privés, de la quasi absence de la société civile et du peu d'articles publiés sur la question de la libéralisation du commerce des services TIC dans les différents pays, il n'est pas raisonnable de s'attendre à un niveau satisfaisant d'appropriation nationale des résultats de recherche issus du projet. De même, la très faible implication des organisations régionales que sont l'UEMOA et la CEDEAO, seulement présentes lors de l'atelier régional d'échanges et de plaidoyer, ne permet guère de s'attendre à une forte appropriation des résultats de recherche par celles-ci d'autant plus que le processus qui les intéresse le plus, à savoir l'adoption du cadre juridique harmonisé, est en cours d'aboutissement. Les problèmes rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre du projet montrent toute l'importance de disposer, à l'échelle nationale et régionale, d'une caractérisation précise du secteur et pour ce faire de la nécessité de mettre en place des mécanismes d'observation du secteur de TIC ayant pour objet de recueillir et d'analyser les données s'y rapportant.

b) Pour ce qui est du niveau de mobilisation des acteurs capables de porter les recommandations collectives et d'interpeller les décideurs politiques, il semble bien que le projet est permis de bien armer le secteur privé dans son combat pour la prise en compte de ses intérêts dans les politiques publiques et/ou les négociations internationales sur le commerce des services. Malheureusement, cela a déjà été mentionné, la société civile n'a pas pu tirer profit du projet pour lui permettre de faire valoir ses intérêts qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux du secteur privé.

c) Comme déjà indiqué, plus haut, le très faible niveau de collaboration entre chercheurs et médias dans le cadre du projet LICOM n'a pas débouché sur l'établissement d'un nouveau type de relations entre ces deux catégories d'acteurs. D'ailleurs la question de l'implication des médias dans la vulgarisation des résultats de recherche est une question beaucoup trop complexe pour pouvoir envisager sa résolution dans le cadre d'un projet dans lequel elle ne constituait pas une préoccupation centrale.

d) Compte tenu de la réponse formulée à la question précédente, rien n'indique que les organismes de recherche impliqués dans le projet envisagent de collaborer avec des journalistes pour la communication de leurs futurs résultats de recherche.

4.7. La faible diffusion des résultats de recherche a compromis leur large appropriation

L'absence d'activités de dissémination ciblées en direction des groupes d'acteurs comme de supports appropriés permettant de véhiculer les résultats de recherche ont constitué les principaux freins à la diffusion et l'appropriation des résultats du projet. Les seules véritables activités de vulgarisation ont consisté en l'organisation d'ateliers nationaux de restitution et de l'atelier de plaidoyer et la publication d'articles de presse n'ayant pas porté sur les résultats de recherche. Les activités de dissémination des résultats de recherche n'ayant pas été prévues et planifiées dans le cadre du projet, il n'est pas surprenant que celles-ci aient peu contribué à renforcer le niveau de leur appropriation.

4.8. Un projet faiblement visible faute de partenariats avec les pouvoirs publics

Le niveau de visibilité du projet LICOM dans les paysages institutionnels nationaux comme sous-régionaux a été extrêmement faible. Cela s'explique notamment par le fait que les démembrements étatiques (ministères, régulateurs, etc.) en charge du secteur des TIC et du commerce ont simplement été invités à des activités et pas associés en tant que tel au projet. Il en est de même pour les structures de l'UEMOA et de la CEDEAO en charge des TIC comme pour des structures s'intéressant à la régulation à l'échelle communautaire qu'il s'agisse du CRETEL et de l'ARTAO.

Conclusions

De l'examen des divers documents relatifs au projet comme de l'avis des chercheurs, des journalistes, des acteurs du secteur des TIC impliqués dans la recherche comme des responsables de l'IPAO qui ont eu à l'administrer, il ressort que le projet de recherche sur la « Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest » (LICOM) s'est avéré tout à fait pertinent car portant sur un problème touchant, d'une manière ou d'une autre, un secteur-clé de l'économie du Bénin, du Ghana, du Nigéria et du Sénégal et au-delà la vie de leurs citoyens. De plus, en s'inscrivant dans une perspective tant mondiale que régionale et en adoptant une démarche comparative, il a fait preuve d'originalité en permettant de sortir de la vision trop « provinciale » souvent donnée par les études faites à l'échelle nationale.

Le projet a été mis en œuvre par des acteurs crédibles et bénéficiant globalement d'une bonne expérience en ce qui concerne l'approche des questions liées à la société de l'information en générale voire à l'économie de l'information en particulier pour certains d'entre eux, qu'il s'agisse de l'IPAO qui a eu l'initiative du projet et l'a piloté sur le plan administratif, du CRES qui en assuré la coordination scientifique régionale comme des équipes nationales qui ont conduit les recherches dans les pays, même si l'équipe nigériane s'est montrée un peu moins performante que les autres ou encore des journalistes qui ont couvert les activités du projet et contribué à alimenter le débat sur les problématiques en découlant par la diffusion d'informations dans les médias.

Les six grands objectifs que le projet s'était fixé étaient dans l'ensemble réalistes, qu'il s'agisse de la description du cadre légal et réglementaire régissant le secteur du commerce des services TIC à l'échelle nationale et régionale et de l'étude de sa conformité avec les engagements pris par les pays d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'AGCS, de la caractérisation du secteur TIC dans les pays ciblés, de la perception de la libéralisation par les acteurs du secteur TIC, de l'idée d'extraire de la recherche des recommandations s'adressant aux différents acteurs et pouvant être portées à l'attention des décideurs nationaux et régionaux afin qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration des politiques publiques en matière de TIC ainsi que dans la conduite des nouvelles négociations qui se dérouleront dans le cadre du cycle de Doha ou encore de la volonté de contribuer à la production de nouvelles connaissances et d'alimenter le débat public sur ces questions à travers l'organisation d'ateliers nationaux de restitution et d'un atelier international d'échanges et de plaidoyer, la publication d'articles de presse, la mise en place d'une page web au sein du site du CUPACO et la publication des résultats de recherche sous la forme d'un document de synthèse. Le seul objectif qui s'est avéré peu réaliste, compte tenu des moyens humains et financiers qu'impliquait sa réalisation pour la collecte de données couvrant une période de quinze (15) ans et la mise en œuvre d'une méthodologie complexe, a été celui portant sur la mesure des coûts/avantages de la libéralisation du commerce du secteur TIC. De plus, Il faut préciser que la recherche s'est concentrée sur le sous-secteur des télécommunications au détriment des autres composantes du secteur des TIC, faute de suffisamment de données disponibles.

S'agissant de l'efficacité et de la pertinence des activités prévues et mises en place dans le cadre du projet, là encore l'appréciation est globalement positive. Aucune des activités mises en œuvre ne s'est avérée ou n'a été jugée inutile tant par les acteurs impliqués dans le projet que par l'équipe d'évaluation. En termes de coordination administrative, il a cependant manqué des visites de travail auprès des quatre équipes nationales pour s'enquérir des problèmes rencontrés et voir comment éventuellement les corriger voire réajuster certaines dimensions du projet en relation avec la coordination scientifique. De plus, le manque de ressources humaines au sein de l'IPAO, suite au départ du coordonnateur du programme TIC qui assurait la supervision du projet, n'a pas permis un suivi suffisamment rapproché du travail de la coordination scientifique régionale et des équipes nationales avec pour conséquence l'accumulation de retards qui ont influé sur la qualité

des résultats de recherche du fait notamment que les études se sont faites en parallèle au lieu de se succéder les unes aux autres perdant ainsi la possibilité de s'enrichir mutuellement. Ce déficit de ressources humaines au sein de l'IPAO a également impacté négativement la qualité de la supervision du travail des journalistes, le volume d'information mis en ligne sur la page web du projet au sein du site du CIPACO et empêché la production de la lettre d'information électronique sur le projet qui faisait partie des livrables annoncés. La coordination scientifique régionale comme les coordinations des équipes nationales de recherche se sont cependant correctement acquittées de leur mission et ont permis que les livrables attendus soient effectivement produits bien qu'il faille déplorer que leur réalisation ait enregistré un grand retard par rapport au calendrier initial et que la qualité n'ait pas toujours été au rendez-vous..

Toutes les activités prévues dans le cadre du projet ont également été organisées bien qu'avec retard. L'atelier méthodologique de lancement, organisé six mois après le démarrage du projet, a permis à tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet de se connaître et de bénéficier des commentaires des observateurs extérieurs y ayant participé. Cependant, le gros problème a été le fait que les outils méthodologiques n'étaient pas tous prêts et qu'ils n'ont été disponibles que six mois plus tard ce qui a considérablement retardé le démarrage du projet. Les ateliers de restitution ont été utiles car permettant de recueillir les remarques et recommandations des acteurs du secteur mais malheureusement ils n'ont pas réuni, dans la plupart des pays, des participants suffisamment représentatifs du secteur des TIC, mobilisant beaucoup de chercheurs ou de journalistes, peu de décideurs politiques et quasiment pas de représentants de la société civile. De plus, ayant été organisés tardivement, les remarques de fond faites par les participants par rapport aux études n'ont guère pu être prises en compte par les chercheurs. Par contre, l'atelier régional d'échanges et de plaidoyer a été un succès de part la diversité et la qualité des participants avec notamment des représentants des divisions s'occupant des télécommunications au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Dans l'ensemble les études produites par les équipes de recherche nationales ont été réalisées avec sérieux mais il faut regretter qu'elles soient trop descriptives et pas suffisamment analytiques. Elles sont de valeur inégale allant du très bon pour le Ghana au moyen pour le Nigéria en passant par le bon pour le Bénin et le Sénégal. Pour les raisons indiquées plus haut, les études se sont généralement limitées à étudier le sous-secteur des télécommunications et ont peu pris en compte les autres domaines du secteur des TIC. Cependant, les coordonnateurs régionaux ayant fait un important travail, les synthèses régionales sont par contre d'un très bon niveau et la synthèse globale qui sera publiée devrait donner une bonne image du projet et de l'IPAO. Pour ce qui est de la qualité et surtout l'orientation des articles produits par les journalistes, elles ont globalement laissé à désirer, à l'exception remarquable du Ghana où dépêches d'agences, articles et reportages télévisés ont été produits. C'est l'occasion de dire que la mise en relations des chercheurs et des journalistes n'a pas donné les résultats attendus et qu'il s'est plutôt agi d'une froide cohabitation que d'une franche collaboration, les journalistes ne s'étant pas intégrés dans les équipes de recherche et les chercheurs les ayant côtoyé avec une certaine distance. Cependant le rôle qu'ils ont joué pour la vulgarisation d'informations relatives au projet a été apprécié et le projet a été pour les uns comme pour les autres l'occasion de nouer des contacts qui devraient faciliter de futures collaborations.

En termes d'impact et de durabilité, l'équipe d'évaluation a estimé qu'il était difficile de se prononcer valablement sur ces deux aspects dont la mesure aurait nécessité à la fois plus de temps et de recul pour être faite sur la base d'éléments objectifs. Cependant, des appréciations peuvent être portées sur la base des données recueillies dans le cadre de l'évaluation auprès des personnes impliquées dans le projet et sur la base des analyses faites par l'équipe d'évaluation. Ainsi la majorité, la majorité des personnes impliquées dans le projet qu'il s'agisse des chercheurs et des journalistes d'un côté comme les divers acteurs du secteur des TIC de l'autre côté, ont déclaré avoir beaucoup appris qu'il s'agisse de la connaissance du cadre légal et réglementaire avec les références aux textes de l'AGCS à l'échelle internationale ou à ceux de l'UEMOA et de la CEDEAO à l'échelle régionale voire à ceux des différents pays à l'échelle nationale. Cela confirme que l'adage qui veut que « nul n'est censé ignorer la loi » se vérifie rarement dans la réalité et qu'il est important de continuer les actions de sensibilisation autour de ces textes-clés qui restent pourtant méconnus de nombre d'acteurs du secteur des TIC.

De même, les chercheurs ont pu approfondir leur connaissance des problématiques liées à la société de l'information d'une manière générale et à l'économie de l'information en particulier, notamment en ce qui concerne la libéralisation du commerce des services TIC. De plus, dans certains pays comme le Sénégal, après la finalisation des activités du projet, les chercheurs ont réutilisées les données recueillies et les analyses faites dans le cadre de l'élaboration de politiques publiques comme la nouvelle version du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP III). De leur côté, les journalistes ont affirmé contacter régulièrement les chercheurs avec lesquels ils avaient été en contact lorsqu'ils veulent traiter de sujets portant sur le secteur des TIC. Pour ce qui est des décideurs politiques et des représentants du secteur privé, ils ont trouvé très intéressante la démarche multi-acteurs mise en œuvre dans le cadre du projet et veulent s'en inspirer dans le cadre des initiatives qu'ils auront à prendre dans le futur. Par ailleurs, ils ont pris conscience de la nécessité de mieux connaître le contenu de l'AGCS dont nombre d'eux avaient « oublié » les implications depuis sa signature il y a une quinzaine d'années de cela, à une époque où, l'enjeu principal, était la privatisation des opérateurs historiques et la libéralisation du marché des services de télécommunications.

Enfin, en termes d'appropriation des résultats de recherche, les études pays et la publication de synthèse n'ayant pas encore été publiées et aucune activité de vulgarisation n'ayant été organisé dans les pays depuis les ateliers nationaux de restitution, il est difficile de se prononcer sur ce point. Cependant, au moins au niveau des chercheurs, le fait que certains déjà aient réutilisés les données et les analyses faites est un indicateur de l'appropriation des résultats.

Liste des documents consultés

Description du projet

- IPAO. Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (Projet LICOM). Projet soumis au CRDI. Février 2008, 39 P.
- IPAO. Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (Projet LICOM). TDR des recherches/activités- Version 1. [sd]

Documents méthodologiques

- LICOM Project: Methodology for the survey on the legal framework for liberalisation, 2 p.
- LICOM Project: Methodological note on the analysis of costs and benefits of trade liberalisation in ICT services, (Draft version, October 2009), 22 p.

Contrats Nigeria

- Contract - Implementation of the LICOM Research Project in Nigeria - Signed between The Panos Institute West Africa and the Department of Economics, Faculty of the Social Sciences, University of Lagos, 7 p.
- LICOM Project: Project Management Framework – PIWA Internal document - Rolling document, 5 p.
- LICOM Project – Timeline, 1 p.

Contrats Sénégal

- IPAO. Protocole d'accord entre l'IPAO et le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES). [sd]
- IPAO. Contrat de consultation entre l'IPAO et Gaye Daffé pour la coordination des recherches scientifiques. 15 octobre 2008
- IPAO. Contrat de consultation entre l'IPAO et Abdoulaye Sakho pour la coordination des recherches économiques. 15 octobre 2008
- IPAO. Contrat de mise en œuvre du projet LICOM au Sénégal entre l'IPAO et le CRES. 27 octobre 2008.
- IPAO. Convention entre l'IPAO et Issa Niang pour la production d'information et collaboration sur la libéralisation du commerce des services TIC en Afrique de l'Ouest 19 décembre 2008.

Rapports d'étape

- CRES. Rapport de l'atelier de restitution des résultats de recherche. Août 2010, 16 p.
- Gaye Daffé. Rapport de fin de mission. Aout 2010, 8 p.
- Gaye Daffé. Note de synthèse des résultats de recherche. Octobre 2010, 6 p.
- Abdoulaye Sakho. Rapport de fin de mission. Septembre 2010, 6 p.
- IPAO. Rapport d'étape n°1 Juin-novembre 2008, 11 p.
- IPAO. Rapport d'étape n°2 Décembre 2008-Mai 2009, 6 p.
- IPAO. Rapport d'étape n°1 Juin-Décembre 2009, 8 p.
- IPAO. Compte-rendu de l'atelier interne. Juillet 2010, 5 p.

Comptes rendus d'ateliers

- PANOS. Libéralisation internationale du commerce des services TIC : Etat, opportunités et risques pour l'Afrique de l'Ouest, Dakar Hôtel Novotel, 1-2 Juillet 2010 – Liste Finale des Participants.
- PIWA. International trade liberalisation in ICT services: State, opportunities and risks for West Africa, Novotel Hotel, Dakar, 1-2 July 2010, (Workshop announcement?), 2 p.
- PIWA. Multi-party discussion and validation of results workshop, Novotel Hotel, Dakar, 1-2 July 2010 – Workshop programme
- PIWA. Internal Workshop Minutes (Minutes of the of the multi-party discussion and validation of results workshop, Novotel Hotel, Dakar, 1-2 July 2010), 5p.

Rapports de recherche Bénin

- Chabossou A. (2009), « Rapport de fin de recherche du Projet LICOM », version 2, CEFRED
- Chabossou A. (2010), « Rapport de fin de recherche du Projet LICOM », CEFRED
- Chabossou A. (2009), « Perception des enjeux et des risques de la libéralisation des services TIC au Bénin », Rapport d'étude du Projet LICOM, CEFRED.
- Chabossou A. et Guédjè L. (2010), « Analyse des coûts et avantages de la libéralisation du commerce des services tic au Bénin », Rapport d'étude du Projet LICOM, CEFRED.

Rapports de recherche Nigeria

- The Legal and Regulatory Environment of ICT in Nigeria (Report of thematic study), July 2010.
- State and Challenges of Liberalisation of Trade in ICT Goods and Services in Nigeria: A - Survey of Sector Stakeholders' Perception (Report of thematic study), July 2010.
- Liberalisation of the trade in ICT Services Sector in Nigeria : An Impact analysis, (Report of thematic study), July 2010.
- Report of the Findings Dissemination Workshop held at the Faculty of the Social Sciences, University of Lagos, May 5, 2010.
- Characterisation of ICT Services Sector in Nigeria (Report of thematic study, June 2010)
- Short Report on LICOM Study and Results – Nigeria, July 2010, 4p.

Rapports de recherche Sénégal

- CRES. Analyse des impacts de la libéralisation du commerce des services TICs au Sénégal. Aout 2010, 65 p.
- CRES. Le cadre juridique du commerce des services TIC au Sénégal : inventaire et analyse des dispositifs législatifs et réglementaires. Aout 2010, 30 p.
- CRES. Rapport sur la caractérisation du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication au Sénégal. Aout 2010, 59 p.
- CRES. Rapport sur la perception des acteurs du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication au Sénégal. Juillet 2010, 65 p.

Articles publiés dans le cadre du projet LICOM Bénin

- Afangbédji G. et Eklou K. (2010), « Révolution GSM : le réseau fixe en danger au Bénin », Journal la Nation.
- Afangbédji G. (2010), « Marché des télécommunications en Afrique de l'Ouest : La libéralisation en question », Journal la Nation.
- Afangbédji G. (2010), « Développement des télécoms GSM : la vache à lait du trésor public béninois », Journal la Nation.
- Afangbédji G. et Eklou K. (2010), « Secteur des télécoms au Bénin : La difficile équation de la libéralisation », Journal la Nation.
- Afangbédji G. (2010), « Adoption des cadres juridiques de la société de l'information en Afrique

de l'Ouest : Les pays de la CEDEAO traînent les pas », Journal la Nation.

- Afangbédji G. (2010), « TIC : La faible connexion handicape les radios béninoises », Journal la Nation.

- Afangbédji G. (2010), « Usage des TIC au Bénin : La révolution choisit le camp des cadres », Journal la Nation.

Articles publiés dans le cadre du projet LICOM Ghana

- Stakeholders Dissemination Work shop for the LICOM Study Report on April 9, 2010 at CSIR-STEPRI Auditorium, Accra, Ghana (Report), 22p.

- 'Foreign calls', The Ghanaian Times, April 10, 2010)

- 'Foreign calls to be monitored ?' The Ghanaian Times, April 10, 2010)

Articles publiés dans le cadre du projet LICOM Nigeria

- Remmy Nweke . PIWA, IDRC team up on ICT liberalisation, ITRealms Online.

- Remmy Nweke. ICT : experts canvass practical liberalisation, ITRealms Online.

- Remmy Nweke. Liberalizing ICT, the Nigeria example, Daily Champion, December 10, 2008.

- Remmy Nweke. Boosting cross-border market info with ICT, ITRealms Online.

- Remmy Nweke. Benefits of call forwarding, ITRealms Online, February 18, 2009.

- Remmy Nweke. A decade of telephony liberalisation in Nigeria, ITRealms Online, June 23, 2010

Articles publiés dans le cadre du projet LICOM Sénégal

- Ibrahima Lissa Faye. Libéralisation environnement des affaires: Faire des Tic le moteur de la croissance. Pressafrik, 22 novembre 2008

- Ibrahima Lissa Faye. Tic et développement en Afrique: Les freins de l'essor économique. Pressafrik, 22 novembre 2008

- Ibrahima Lissa Faye (Pressafrik) & Issa Niang (Wal Fadjir) Relation entre organe de régulation et opérateur historique : connivence ou complicité ? Pressafrik, 22 Novembre 2008

- Ibrahima Lissa Faye. Affaire des 20 milliards de commission : Wade défend son gouvernement et raille Sentel. Pressafrik, 30 Juin 2010

- Ibrahima Lissa Faye. Dossier Licom - Cession de la troisième licence : Des interrogations sur l'appel d'offres. Pressafrik, 30 Juin 2010

- Ibrahima Lissa Faye. Dossier Licom - Lumière sur la cession de la quatrième licence. Pressafrik, 30 Juin 2010

- Ibrahima Lissa Faye. Dossier Licom - Télécommunications au Sénégal : les freins de la libéralisation. Pressafrik, 30 Juin 2010

- Issa Niang. Régulation du secteur des télécommunications : L'Artp serait-elle timide face à la Sonatel ?, Wal Fadjri, 31 octobre 2008

- Issa Niang. Technologies de l'information et de la communication : La sous-région handicapée par le manque de statistiques fiables, Walf Fadjiri, 31 octobre 2008

Annexes

Evaluation du Projet « Libéralisation Internationale du commerce des services des TIC : Enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest » (LICOM)

Termes de référence détaillés

1. Contexte

1.1. Le projet

Le projet LICOM – « *Libéralisation Internationale du commerce des services des TIC : Enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre des politiques publiques en Afrique de l'Ouest* » a été mis en œuvre par l'IPAO sur une durée de 28 mois entre juin 2008 et octobre 2010 avec le soutien du CRDI (Centre Canadien de Recherche pour le Développement International) et en partenariat scientifique avec le CRES (Centre pour la Recherche Economique et Sociale).

Bien que tout l'Afrique de l'Ouest soit ciblée dans le cadre de ce projet de recherche, quatre (4) pays sont plus directement concernés car ils présentent des caractéristiques relativement représentatives des contraintes et perspectives du secteur TIC en Afrique de l'Ouest. Il s'agit du Sénégal, du Bénin, du Ghana et du Nigeria.

Les partenaires scientifiques responsables de la mise en œuvre des activités de recherche sont au Bénin le Centre d'Etudes, de Formation et de Recherche en Développement (CEFRED), au Ghana le Science and Technology Policy Research Institute (STEPRI), au Nigeria l'Université de Lagos et au Sénégal, le CRES.

1.2. Objectif général du projet

L'objectif général du projet est de contribuer à une meilleure connaissance des enjeux et implications de la libéralisation du commerce des biens et services TIC afin de valoriser la formulation de politiques publiques favorables au développement du secteur Tic en Afrique de l'Ouest.

1.3. Objectifs spécifiques

Objectif spécifique 1 : Identifier et analyser les dispositifs législatifs clés réglementant le commerce des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest, y compris les engagements nationaux en matière d'accès au marché et de traitement national subséquents à l'adoption de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services)

Objectif spécifique 2 : Présenter une caractérisation du secteur des biens et services Tic en Afrique de l'Ouest

Objectif spécifique 3 : Etudier l'état et les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC dans la sous-région

Objectif spécifique 4 : Evaluer les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC pour les pays d'Afrique de l'Ouest en particulier, pour leur secteur TIC en particulier.

Objectif spécifique 5 : formuler les recommandations devant permettre aux décideurs de mettre en place des politiques publiques pertinentes et de participer de manière plus efficace aux futures négociations internationales dans le domaine.

Objectif spécifique 6 : Favoriser la dissémination des résultats et des recommandations de la recherche et leur appropriation collective par les décideurs publics, les acteurs du privé, les médias et les organisations de la société civile

1.4. Les activités mises en œuvre

Activité 1	Recherche sur les dispositifs réglementaires
Activité 2	Recherche sur la caractérisation du secteur des biens et services TIC
Activité 3	Recherche sur l'état et les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC, plus particulièrement sur la perception qu'ont les acteurs de l'état de la libéralisation et de la régulation dans le secteur TIC.
Activité 4	Recherche sur les coûts / avantages de la libéralisation du commerce des services. TIC
Activité 5.1	Organisation d'ateliers nationaux d'échange et de validation des résultats de recherche
Activité 5.2	Organisation d'un atelier multi-acteur régional d'échange et de plaidoyer
Activité 6.1	Création et diffusion d'informations sur un site dédié et par liste de diffusion
Activité 6.2	Production d'articles sur la libéralisation du commerce des biens et services TIC par des journalistes
Activité 6.3	Réalisation d'une publication finale

1.5. Résultats attendus du projet

R.1 : Les décideurs publics intervenant dans le secteur des TIC sont renforcés sur les enjeux de la libéralisation nationale et internationale du commerce des biens et services TIC ; ils sont ainsi mieux armés pour prendre des décisions argumentées contribuant à amener toute la société à tirer profit des opportunités de la libéralisation du commerce des biens et services TIC ;

R.2 : Le secteur privé TIC national intervenant dans le commerce des biens et services TIC est clairement identifié et caractérisé ;

R.3 : Les dispositifs réglementaires et législatifs clés nationaux, régionaux et internationaux gouvernant le commerce des biens et services TIC sont répertoriés et analysés par rapport à leurs capacités à promouvoir la libéralisation efficiente du commerce des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest, ainsi que le secteur privé TIC dans ce cadre ;

R.4 : Une comparaison entre les dispositions de l'AGCS et celles des textes juridiques régionaux harmonisés relevant du commerce des services TIC est effectuée pour vérifier leurs convergences et divergences éventuelles, notamment en ce qui concerne les risques pour la promotion du secteur TIC ouest-africain ; des recommandations précises sont faites aux acteurs en ce sens ;

R.5 : Les conditions d'adoption et de mise en œuvre de l'AGCS ainsi que les impacts de l'adoption de ces derniers sur les quatre pays cibles sont élucidés ; des recommandations précises sont faites aux acteurs afin de les aider à mieux poursuivre les négociations dans ce domaine au niveau international ;

R.6 : Les entraves politiques pour une libéralisation productive des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest sont clairement identifiées et des recommandations sont formulées à l'attention des acteurs des secteurs public et privés ;

R.7 : Les journalistes sont mieux informés des enjeux de la libéralisation du commerce des biens

et services TIC et contribuent par leurs productions à un renforcement de la gouvernance publique sur ces questions ;

R.8 : un dialogue multi-acteur national et régional est lancé sur ces questions, afin d'aboutir à une compréhension collective durable des enjeux induits.

2. Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de l'évaluation consiste à évaluer la pertinence des objectifs et des activités du projet LICOM ainsi que d'apprécier son efficacité, sa performance (rentabilité / efficience), sa durabilité et son impact.

Concernant les **objectifs spécifiques** de l'évaluation :

2.1. La pertinence des objectifs et des activités

- *Selon les partenaires du projet, les groupes cibles et les bénéficiaires (acteurs du secteur de la recherche scientifique et du journalisme, opérateurs privés, etc.) et d'autres acteurs (représentants des ministères de tutelle et des institutions sous régionales, etc.) :*
- *A la fois pour chaque pays ciblé par le projet et dans une dimension sous régionale :*
- *Et à partir des analyses effectuées par le consultant :*

(Pour chaque question, expliquez les raisons qui amènent à faire tel ou tel constat. Que la réponse soit positive ou négative, analysez son incidence sur la pertinence des activités mises en œuvre).

2.1.1. L'analyse des problèmes

- les problèmes identifiés au démarrage du projet se sont-ils avérés fidèles avec ce que les recherches thématiques ont pu révéler ? (comme par exemple, l'absence de données fiables, le rapport de force inéquitable dans la négociation entre les économies des pays développés et des pays en voie de développement, l'absence de capacités d'évaluation des coûts et bénéfices induits par une libéralisation du commerce des services TIC, le manque d'outils prospectifs pour impulser des politiques de libéralisation capables de soutenir les économies ouest africaines, etc.).
- La situation de référence était-elle suffisamment bien décrite pour permettre la formulation de problématiques de recherche pertinentes et d'une approche méthodologique adaptée ?
- Les objectifs et les activités du projet LICOM ont-ils été bien définis pour éclairer et documenter les enjeux induits par la du commerce des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest ?
- Les acteurs ciblés par l'évaluation considèrent-ils que cet état des lieux réalisé autour des acquis, des contraintes et perspectives de la libéralisation du commerce des biens et des services TIC, apportent des pistes de réflexions / recommandations pour solutionner les problèmes identifiés ?
- Les résultats attendus de la recherche ont-ils suffisamment pris en compte les contraintes qui sont apparues tout au long de l'exécution du projet comme par exemple, l'insuffisance des données disponibles, la réticence des acteurs/opérateurs à communiquer leurs chiffres, les problèmes survenus lors du décompte des utilisateurs/abonnés de téléphone mobile, etc. ?
- Les concepts et les terminologies étaient-ils suffisamment bien définis au préalable pour permettre une compréhension commune des hypothèses de recherche, de la méthodologie et des résultats attendus ?

- La formulation des objectifs et le plan de mise en œuvre des activités étaient-ils réalistes, eu égard aux problèmes identifiés ?
- Les acteurs-cibles des enquêtes et des interviews étaient-ils représentatifs du secteur TIC dans les quatre pays concernés ?
- Y-a-t-il des dimensions du projet qui auraient pu être réajustées afin que les objectifs et les activités soient davantage cohérents et ce, tant aux échelles nationales que sous-régionale ?

2.1.2. L'intérêt des acteurs ciblés par le projet

NB: Les bénéficiaires et les groupes cibles regroupent dans le cadre de ce projet, les représentants du secteur privé TIC (centres d'appels, opérateur de téléphonie mobile, etc.), le milieu de la recherche scientifique (droit des TIC, économie des TIC, commerce et globalisation), des autorités nationales et sous régionales en charge de ces questions (Ministères de tutelle, Autorités de régulation, Directions TIC à la CEDEAO, l'UEMOA, l'OHADA) ainsi que des institutions internationales, Ong ou associations d'appui au secteur TIC.

- Les objectifs et les activités se sont-ils avérés adaptés aux préoccupations et besoins exprimés par les acteurs concernés par la libéralisation du secteur des biens et des services TIC en Afrique de l'Ouest, tels qu'identifiés notamment dans les études de caractérisation du secteur ? Pourquoi et dans quelle mesure ?
- Leurs attentes ont-elles été prises en compte dans le contenu et le séquençage des activités ?
- Y-a-t-il eu d'éventuels ajustements opérés dans le déroulement des activités suite à la prise en compte de leur besoins et recommandations ? En analyser les raisons et la portée. Cette réorientation a-t-elle pu finalement satisfaire les attentes des acteurs ?

2.1.3. Pertinence des partenaires

Concernant l'IPAO d'une part, et les quatre partenaires scientifiques du projet LICOM d'autre part (CRES, University of Lagos, CEFRED et STEPRI), peut-on dire qu'ils ont été perçus comme des intervenants crédibles ? Les partenaires ont-ils été perçus comme les organisations les plus aptes à prendre en charge les tâches de coordination, de production scientifique, de diffusion et de plaidoyer pour ce type de projet ?

- Les journalistes partenaires du projet ont-ils été eux-mêmes considérés par les autres parties prenantes du projet comme des intervenants pertinents ?

2.1.4. Environnement du projet LICOM

- Les appuis initiés par d'autres intervenants dans le domaine du soutien au secteur TIC (production de recherche, diffusion, dialogues politiques et plaidoyer) étaient-ils bien connus au démarrage du projet, respectivement par l'IPAO et par les quatre partenaires pays ?
- Les objectifs et les activités mis en œuvre dans le cadre du projet LICOM se sont-ils avérés complémentaires d'autres programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux ? Dans quelle mesure ? des synergies ont-elles pu s'initier ?

2.2. L'efficacité et l'efficience des activités

Globalement, l'évaluation se fixera comme but d'évaluer si les objectifs spécifiques et les activités prévues dans les différentes composantes du projet ont pu être atteints (qualité de l'expertise produite, coordination effective ou non, respect des échéanciers, etc.) pour ensuite en analyser les raisons.

- Selon les partenaires du projet, les groupes cibles et les bénéficiaires (acteurs du secteur de la recherche scientifique et du journalisme, opérateurs privés, etc.) et d'autres acteurs (représentants des ministères de tutelle et des institutions sous régionales, etc.) :
- A la fois pour chaque pays ciblé par le projet et dans une dimension sous régionale :
- Et à partir des analyses effectuées par le consultant :

(Pour chaque question, expliquez les raisons qui amènent à faire tel ou tel constat. Que la réponse soit positive ou négative, analysez son incidence sur l'efficacité et l'efficience des activités mises en œuvre).

2.2.1. Efficacité globale des activités et du projet

- Le projet était-il réaliste quant à son plan de mise en œuvre (séquençage des activités et calendrier) ? Pourquoi ?
- Quelle a été l'efficacité dans la mise en œuvre de chacune des activités ? Qu'est ce qui a fonctionné ? Qu'est ce qui n'a pas bien fonctionné et pourquoi ?
- Les activités se sont-elles enrichies / alimentées les une les autres ?
- Les collaborations et synergies entre parties prenantes du projet LICOM ont-elles fonctionné ?

2.2.2. Contenus de la recherche

NB : Les consultants procéderont à une évaluation de cet objectif spécifique pour au moins deux pays de l'action, le choix et le nombre de pays ciblés étant laissés à l'entière discrétion du coordonnateur qui privilégiera les pays pour lesquels un panel représentatif et motivé d'acteurs pourra être mobilisé. Il s'agira d'apprécier la validité scientifique des études et d'avoir une appréhension précise des opinions que se sont faites les acteurs impliqués dans le projet à propos du contenu de la production scientifique. Pour réaliser les guides d'entretiens et cibler les interviewés, les consultants exploiteront :

- Les powerpoint élaborés pour les ateliers nationaux de restitution et de validation de la recherche et le séminaire régional d'échanges et de plaidoyer multi-acteurs ;
- Les feuilles de présence des ateliers ;
- Les recommandations formulées par les participants des ateliers nationaux de restitution et de validation de la recherche et le séminaire régional d'échanges et de plaidoyer multi-acteurs

Cadres législatifs

- Les dispositifs réglementaires nationaux, sous-régionaux et internationaux ont-ils été bien répertoriés ? Suffisamment documentés ?
- Concernant la coordination scientifique, les points de convergence et de divergence entre les textes clés nationaux ont-ils été correctement et précisément identifiés et analysés ?
- L'état de la transposition du cadre réglementaire communautaire au niveau des trois pays a-t-il été précisé ?
- L'analyse des réglementations nationales a-t-elle permis :

- D'apprécier si les recommandations émanant des organismes sous régionaux, ont été correctement prises en compte ?
- De déterminer précisément les contraintes et perspectives que généreraient une mise en adéquation des textes nationaux clés avec l'AGCS ? Une tentative d'harmonisation des textes et lois à l'échelle communautaire (CEDEAO et UEMOA) ?

Caractérisation du secteur

- Les données concernant les entreprises privées enquêtées ont-elles été correctement collectées et analysées ? si tel n'est pas le cas, analysez les différents types de contraintes et leurs effets sur les résultats de la recherche.
- Le secteur - et particulièrement le sous-secteur des services TIC - ont-ils été correctement et fidèlement caractérisés ?
- Les agrégats statistiques ont-ils réellement permis de mesurer l'importance du sous-secteur des services TIC par rapport au secteur global des TIC ? Par rapport au PIB national ? Au marché du travail ? Expliquez pourquoi.
- Les données recueillies ont-elles permis de calculer précisément le chiffre d'affaires du secteur ? De mesurer sa répartition entre le marché intérieur et le marché extérieur ? Pourquoi ?

Perception des acteurs

- Les données collectées étaient-elles fiables ? Analysez la chaîne des contraintes rencontrées.
- Le panel des acteurs interrogés est-il représentatif du secteur étudié ?
- Les recherches nationales ont-elles été documentées et illustrées sur la base d'événements particuliers porteurs d'enjeux décisifs pour le secteur des TIC ?
- Les principaux problèmes et freins auxquels les opérateurs privés ont à faire face ont-ils été précisément analysés ?
- Les impacts socioéconomiques et politiques susceptibles d'être engendrés par la mise en œuvre de politiques communautaire et de l'AGCS ont-ils été suffisamment documentés ?

Etude d'impact

- Les données collectées étaient-elles fiables ? analysez la chaîne des contraintes rencontrées.
- Les études d'impact ont-elles permis de déterminer précisément si l'application de l'AGCS facilite ou non l'insertion du secteur ouest-africain des TIC dans le commerce mondial ? En termes de performance ? En termes de participation à l'économie nationale ? Aux exportations et à la balance commerciale ?
- Cette étude a-t-elle permis de calculer précisément les coûts et bénéfices directs et indirects de cette mise en conformité avec l'accord commercial international ?
- Le rapport régional a-t-il permis de déterminer les modalités nationales de transpositions du cadre réglementaire communautaire ?

2.2.3. Coordination scientifique

- Les partenaires scientifiques se sont-ils acquittés des tâches qui leur étaient confiées en conformité avec les conventions de partenariats signées ? L'ont-ils fait de manière efficace ?
- Les recherches thématiques et pays sont-elles de qualité équivalente ? Si non, expliquez les raisons ayant entraîné une disparité qualitative en matière de contenu et d'analyse.
- La coordination scientifique pays et régionale a-t-elle été assurée avec efficacité ? Les chercheurs – coordonnateurs (économie et droit) se sont-ils correctement acquittés de leurs tâches de coordination scientifique régionale ?

- Les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés ?
Et spécifiquement :
 - La méthodologie préconisée en termes de coordination scientifique a-t-elle été respectée ?
 - L'affinage de la méthodologie s'est-elle faite en totale coordination entre les quatre équipes pays ? Les approches méthodologiques se sont-elles harmonisées et améliorées au fur et à mesure de la conduite du projet ?
 - La combinaison de différentes approches méthodologiques (enquêtes, analyse de textes et lois, focus group, analyses documentaires, entretiens semi-directifs, interviews) a-t-elle été respectée ? A-t-elle facilité l'atteinte des résultats ? A-t-elle permis de produire à un niveau satisfaisant d'analyse ?
 - Les acteurs cibles issus du secteur privé, des médias et des institutions publiques ont-ils apporté les contributions attendues en matière d'affinage de l'approche méthodologique et des hypothèses de recherche ?
 - La démarche visant à restituer / valider chaque fois que nécessaire les hypothèses et conclusions de la recherche par les acteurs impliqués dans le projet, a-t-elle été respectée ? Était-elle utile ? Quels en ont été les effets ? Si tel n'est pas le cas, expliquez pourquoi.
 - Un système d'évaluation régulière du contenu des recherches nationales a-t-il été mis en place ? Pourquoi ?

2.2.4. Coordination administrative du programme et gestion des partenariats

- Est-ce que la coordination du programme a assuré efficacement ses missions ? Pourquoi ?
- Est-ce que les moyens mis à disposition des activités, ont-ils été employés de manière efficiente ?
- Qu'est-ce qui aurait pu être fait pour mettre en œuvre les activités de manière plus efficace et atteindre davantage les résultats escomptés ?
- Les rôles, responsabilités et marges de manœuvre des différents partenaires - et notamment l'IPAO au regard de son rôle et de sa position - ont-elles permis une mise en œuvre efficace du projet ?
- Les partenaires scientifiques se sont-ils correctement et efficacement acquittés de leur tâches et ce, en conformité avec ce qui avait été arrêté dans les conventions de partenariats ? Le niveau d'efficacité et d'efficience des partenaires est-il équivalent ?
- Est-ce que les partenariats initiés dans le cadre du projet ont permis une mise en œuvre efficace des activités et une atteinte optimale des résultats ?
- Particulièrement, Quels sont les résultats obtenus au niveau de la collaboration initiée entre le milieu de la recherche et les médias ? Dans quelle mesure a-t-elle été efficiente ?
- Quels avantages ont pu tirer les différents partenaires et bénéficiaires des activités déroulées dans le cadre du projet ?
- D'autres partenariats avec des organisations d'appui au secteur TIC ont-ils été initiés tout au long de la conduite du projet ? Les complémentarités développées ont-elles permis d'éviter des doublons préjudiciables à l'efficience du projet ? Ont-elles rendu la collecte des données et leur traitement plus efficace, par exemple ?
- Y-a-t-il eu des contraintes préjudiciables au bon déroulement des activités ? aux résultats attendus ? au respect des échéanciers ? dans quel domaine (logistique, coordination, bilinguisme) ?
- Quels facteurs internes / externes ont influencé l'atteinte ou la non atteinte des objectifs et le respect des échéanciers ?

2.2.5. Quantité et qualité des produits obtenus

- Quelle a été la quantité et la qualité des produits obtenus eu égard aux produits escomptés (une demi douzaine de rapports en formats électronique ; une publication finale regroupant les résultats clés, y compris des extraits des différents rapports ; au moins vingt (20) articles / dossiers sur les enjeux et impacts nationaux et internationaux de la libéralisation du commerce des biens et services Tic en Afrique de l'Ouest ; une (1) section dédiée à la libéralisation du commerce des biens et services TIC régulièrement mise à jour sur le site www.cipaco.org ; au moins dix (10) éditions d'un bulletin électronique dédié aux enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC ; un (1) atelier méthodologique de lancement du projet ; quatre (4) ateliers nationaux d'échanges et de validation ; un (1) atelier multi-acteur d'échanges et de plaidoyer) ?
- Peut-on raisonnablement considérer que le projet LICOM a permis aux différentes parties prenantes de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC ?
- Les intervenants journalistes se sont-ils acquittés efficacement de leurs tâches en conformité avec ce qui avait été arrêté dans leur convention ? Pourquoi ?
- Dans quelle mesure les dispositions réglementaires nationales, sous-régionales et internationales ont été correctement vulgarisées et mises en perspective par les intervenants journalistes ?

2.3. **Durabilité et impact du projet**

- Selon les partenaires du projet, les groupes cibles et les bénéficiaires (acteurs du secteur de la recherche scientifique et du journalisme, opérateurs privés, etc.) et d'autres acteurs (représentants des ministères de tutelle et des institutions sous régionales, etc.) :
- A la fois pour chaque pays ciblé par le projet et dans une dimension sous-régionale :
- Et à partir des analyses effectuées par le consultant :

(Pour chaque question, expliquez les raisons qui amènent à faire tel ou tel constat. Que la réponse soit positive ou négative, analysez son incidence sur la durabilité du projet).

- Quel est pour chaque bénéficiaire et type d'acteur impliqué, le degré d'appropriation des résultats de la recherche ? A-t-il bien saisi l'ensemble des enjeux qui l'intéresse au premier chef et va-t-il s'en servir pour ajuster sa position dans son secteur d'activité ?
- Les niveaux d'intérêt restent-ils vivaces en dépit de l'arrêt des activités ? Pourquoi ?
- Quelles est la probabilité de voir l'engagement des partenaires et bénéficiaires du projet s'inscrire dans la durée et ce, en dépit de la fin des financements ?
Qu'est ce qui, dans le projet, a positivement ou négativement joué en faveur de cette probabilité d'engagement continue ?
- Les approches méthodologiques préconisées dans le cadre du projet / les aspects liés à la coordination du programme et aux échanges entre médias et milieu scientifique ont-ils été suffisamment inclusifs et participatifs pour garantir la pérennisation des résultats et la mobilisation durable des acteurs sur ces enjeux ? D'autres facteurs ont-ils contribué à la poursuite / arrêt de l'implication / intérêt des acteurs impliqués dans le projet ? Lesquels et pourquoi ?
- Les journalistes poursuivent-ils la production d'articles en dépit de la clôture du programme et de l'arrêt des commandes ? Continuent-ils à se rapprocher des centres de recherche pour se documenter ? Pourquoi ?
- Quelles recommandations peuvent être formulées par les journalistes / les centres de recherche et tous les autres acteurs impliqués/concernés pour initier une mise en synergie ou, pour le moins, un rapprochement et des collaborations durables ?
- Le sous-site dédié (Cipaco) est-il toujours administré et enrichi par des contenus ? La liste de diffusion est-elle toujours active et régulièrement réactualisée ? Si oui, explicitez le processus d'autonomisation de l'initiative.
- Quels ont été les mécanismes de suivi des recommandations et des stratégies de plaidoyer qui ont été proposés à l'issue de l'atelier multi-acteurs régional ? quelle organisation en a la charge ? s'acquitte-elle correctement de ses tâches ? Pourquoi ?
- Quelles contraintes peuvent remettre en question la poursuite des collaborations entre milieu scientifique et entre milieu scientifique et journalistes ? S'agit-il de contraintes géographiques ? De contraintes liées à la persistance du cloisonnement sectoriel (médias, milieu scientifique, secteur privé, pouvoirs publics, etc.) ? Liées à la question du bilinguisme ? Aux questions relatives au montage opérationnel du programme et aux partenariats noués dans le cadre du projet ?
- D'autres organisations de recherche ou médias se sont-elles inspirées des objectifs, des activités et des résultats du projet LICOM ? Dans quelle mesure et de quelle manière ? Qu'est ce qui les a plus particulièrement intéressé et pourquoi ?

- Quels résultats ou inputs inattendus ont compromis ou au contraire contribué à garantir la pérennisation du projet ? Et de quelle manière ? (par ex., la présence des représentants de la CEDEAO et de l'UEMOA à l'atelier multi-acteurs régional de validation et de plaidoyer).
- Les cadres réglementaires encadrant le secteur TIC et les enjeux de la libéralisation des TIC ont-ils été mieux compris par toutes les parties prenantes ?
- Les recherches thématiques et pays ont-elles permis de produire des recommandations pertinentes à l'adresse des acteurs publics en charge de la régulation du secteur ?
- Quel a été la contribution des médias en termes de développement d'analyses et de recommandations ? En matière de diffusion de masse et de vulgarisation des enjeux ? De synergies avec les réseaux de journalistes constitués à l'échelle sous-régionale ?
- Peut-on dire que, forts des inputs du projet, les journalistes ont davantage produit sur ce thème que par le passé ?
- Quelles ont été les effets aussi bien négatifs que positifs des actions de plaidoyer qui ont été initiées ?
- Peut-on dire que le projet a contribué à mieux préparer les pays de la sous-région au nouveau cycle de négociation qui s'ouvrira sur la libéralisation du commerce des biens et des services TIC ? Explicitiez votre propos.
- Les échanges et les partenariats initiés ont-ils favorisé l'approfondissement des réflexions et ont-ils permis d'initier :
 - Un niveau satisfaisant d'appropriation nationale et sous régionale des résultats de la recherche ?
 - Un niveau satisfaisant de mobilisation des acteurs capables de porter les recommandations collectives et d'interpeller les décideurs politiques ?
 - Des collaborations constructives et durables entre milieu de la recherche et médias ? En matière de plaidoyer ? En matière de vulgarisation des résultats des projets de recherche futurs ?
 - Les organisations scientifiques vont-elles chercher à développer des approches similaires et à poursuivre leur collaboration ?
- Dans quelle mesure les contraintes (internes et externes au projet) ont-elles pu affecter le niveau d'appropriation et de dissémination des résultats à toutes les parties impliquées ?
- Quel a été le niveau de visibilité du programme dans les paysages institutionnels nationaux ? A l'échelle sous-régionale ?

3. Méthodologie

La méthodologie proposée par le consultant sera présentée dans son offre technique. Il est à noter que l'IPAO encourage vivement le consultant à associer à l'analyse documentaire, des méthodologies « semi-ouvertes » et « ouvertes » (enquêtes, entretiens semi directifs individuels, focus group, etc.).

Parallèlement à l'évaluation quantitative des résultats de l'action, l'évaluateur cherchera surtout à apprécier le niveau de performance et d'impact du projet ainsi que les processus qualitatifs que le projet a contribué à initier (Cf. objectifs de l'évaluation).

L'exercice se déroulant sur quatre pays, il est à noter que le coordonnateur principal de l'évaluation doit dans son offre technique proposer une équipe de trois (3) évaluateurs (un par pays, lui-même prenant en charge l'évaluation pays pour le Sénégal) recrutés sur la base de leur expertise dans le domaine des TIC ainsi que sur des critères de professionnalisme, de rigueur et

d'efficacité. Il fera parvenir à chacun d'entre eux des termes de références précis dont le calendrier intégrera l'échéancier de la coordination générale de l'évaluation. Il supervisera les trois consultants et sera à ce titre, responsable de l'état d'avancement de chacune des évaluations-pays.

4. Tâches du consultant

- Proposer une offre technique et méthodologique ainsi que des termes de références pour le pool des évaluateurs –pays ;
- Réaliser une analyse documentaire des études et rapports déjà existants sur le projet ;
- Appliquer tout au long de l'évaluation les outils méthodologiques et les grilles d'analyses qu'il/elle aura proposés ;
- Réaliser un rapport intermédiaire d'évaluation pays (Sénégal) ;
- Superviser le travail des consultants-pays (Ghana, Nigeria et Bénin) ;
- Transmettre des recommandations aux évaluateurs-pays ;
- Finaliser le rapport d'évaluation-pays (Sénégal) sur la base des recommandations qui lui auront été formulées ;
- Coordonner le dépôt des quatre rapports d'évaluation-pays ;
- Réaliser un rapport intermédiaire d'évaluation consolidé (le rapport régional) ;
- Finaliser le rapport consolidé d'évaluation sur la base des recommandations qui lui auront été transmises par l'IPAO ;

5. Produits attendus

Un rapport d'évaluation consolidé contenant les produits suivants :

1). Tables des matières et liste d'acronymes

2). Résumé et commentaires : une présentation courte et concise centrée sur les principaux points d'analyse, les enseignements, les conclusions et les recommandations.

3). Texte principal :

- a) Une introduction présentant le contenu du projet, les objectifs de l'évaluation, la méthode utilisée ainsi que des contraintes rencontrés sur le terrain
- b) Le corps du texte investiguant les différents objectifs et activités du projet en respectant les objectifs assignés à l'évaluation. Les faits y sont analysés conformément aux questions-clés liées à chaque objectif. Les données collectées à partir de la revue documentaire et l'enquête sur le terrain sont présentées et analysées. La séparation entre les opinions des personnes enquêtées et l'analyse que le consultant fait de ces données doit être distincte et facilement compréhensible pour le lecteur.

4). Conclusions et recommandations

- a) Les conclusions prennent en compte les objectifs de l'évaluation et de préférence, chaque conclusion est suivie par une recommandation. Les recommandations doivent être réalistes, pragmatiques et opérationnelles.

5). Annexes

- a) Les termes de référence de l'évaluation
- b) Le nom de l'auteur et de sa société
- c) Liste des personnes/organisations consultées
- d) Bibliographie et autre documentation consultée (y inclus sites web)
- e) Autres annexes techniques

6. Calendrier d'exécution de la consultation

Transmission des TDR et d'une proposition de contrat à l'évaluateur principal	Vendredi 10 décembre
Signature du contrat par le consultant	Mardi 14 décembre
Dépôt d'une proposition technique et financière avec choix d'un équipe de consultant – Amendements – validation de la proposition	Jeudi 16 décembre
Contractualisation avec l'évaluateur principal et les trois (3) évaluateurs-pays	Vendredi 17 décembre
Conduite des évaluations - rédaction des rapports pays	Avant le 05 janvier
Rédaction et transmission du rapport intermédiaire régional consolidé	Jeudi 13 janvier
Transmission des recommandations par l'IPAO	Vendredi 14 janvier
Dépôt du rapport d'évaluation final Transmission des pièces justificatives au niveau de la comptabilité de l'IPAO	Mardi 18 janvier

7. Profil du consultant

Le coordonnateur principal de l'évaluation devra :

- Être rompu à l'exercice de l'évaluation de programmes de développement, en maîtriser les concepts et les approches méthodologiques ;
- Avoir d'excellentes aptitudes rédactionnelles et d'analyses ;
- Maîtriser le secteur des TIC et les enjeux relatifs à la libéralisation du commerce des biens et services TIC ;
- Avoir de bonnes connaissances en économie ainsi qu'en droit communautaire et international appliqués au TIC appliqué au TIC ;
- Être proactif, rigoureux et organisé ;
- Être parfaitement bilingue (anglais-français).

8. Documentation consultable

- Le document de projet LICOM (février 2008) ;
- Le chronogramme initial et révisé des activités ;
- Les termes de références des recherches scientifiques ;
- Les conventions de partenariats avec le CRES, l'université de Lagos, le CEFRED et le STEPRI ;
- Les conventions de partenariats avec les journalistes ;
- Le contrat de prestation de service avec IMedia pour la création du site Cipaco ;
- Les rapports thématiques pays ;
- Les rapports d'étape N°1, 2 et 3 de l'action ;
- Les quatre (4) rapports de restitution des ateliers nationaux de restitution et de validation ;
- Le Press Book ;
- Le compte-rendu de l'atelier interne aux partenaires en date du 03 juillet 2010 ;
- La liste des contacts des partenaires et bénéficiaires directs du projet.

9. Contrat et modalités de paiement

Les contrats du coordonnateur principal de l'évaluation et des trois (3) évaluateurs-pays seront établis avec la directrice des programmes de l'IPAO.

Le paiement des honoraires du coordonnateur principal de l'évaluation s'effectue en deux tranches : 50% lors de la transmission du premier draft et 50% à la remise du rapport final consolidé. Le paiement des honoraires des évaluateurs –pays s'effectue lui aussi en deux tranches : 50% à la remise du premier draft et 50% lors du dépôt final du rapport pays, après validation transmise par le coordonnateur général de l'évaluation à l'IPAO.

10. Offre technique et financière

Le consultant principal a déjà présenté le 10 décembre dernier une offre incluant :

- une proposition méthodologique ;
- un plan de mise en œuvre des évaluations (nationales et régionale) ;
- un calendrier réactualisé ;
- une présentation des membres du pool d'évaluation composé de trois (3) évaluateurs (respectivement pour le Ghana, le Bénin et le Nigeria) ;
- une proposition budgétaire.

11. Lexique

Pertinence : Le projet était-il / est-il une bonne idée étant donné la situation à améliorer ? S'attaque-t-il aux priorités du groupe cible ? Pourquoi ?

Efficacité : L'objectif spécifique a-t-il été atteint ? Les réalisations et les activités prévues dans les différentes composantes du projet ont-elles abouti ? Pourquoi ? La logique de l'intervention est-elle correcte ? Pourquoi ?

Efficience : Les moyens (en ressources financières, humaines et en temps) ont-ils été utilisés de manière optimale pour obtenir les résultats ? Pourquoi ? que pouvait-on faire autrement pour améliorer la mise en œuvre et maximiser ainsi l'impact, moyennant un coût acceptable et soutenable ?

Impact : Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à la réalisation de ses finalités à long terme (mise en place de politiques publiques pertinentes, etc.) ? Pourquoi ? Quelles ont été les conséquences imprévues -positives ou négatives – du projet ? Pourquoi se sont-elles produites ?

Durabilité : une fois achevé, le projet aura-t-il des impacts positifs persistants ? Pourquoi ?

Rentabilité : combien le projet a-t-il dépensé par « bien » ou par « service » obtenu ? le rapport coût / efficacité est-il intéressant ?

Liste des personnes interrogées

Liste des personnes interrogées au Bénin

Augustin Foster Chabossou (CEFRED)
Ludovic Guedjé (CEFRED)
Luc Boko (ATRPT)
Landry Zolikpo (Benin Telecom SA)
G. Afangbédji (La Nation)
Hyacinthe Ogoutoulou (Ministère du commerce)
Faustin Adjagba (Le confrère de la matinée)

Liste des personnes interrogées au Ghana

Magnus Duncan (Ghana Statistical Service)
Dr Godfred Frempong (STEPRI)
Mr. Bernard Mfodow, Ministry of Trade,
Emily Nyarko (TV3)
K. Ofosu-Tenkorang (CSIR, Human Resource Department)
Lawrence Quartey (Ghana News Agency)
Dan Twerefou (Department of Economics, University of Ghana, Accra-Legon)

Liste des personnes interrogées au Sénégal

Marie Suzanne Badji (CRES)
Pauline Bend (IPAO)
Gaye Daffé (CRES)
Alassane Blaise Diagne (Blaise électronique)
Ibrahima Lissa Faye (Pressafrik)
Mouhamadou Lo (ADIE)
Ken Lohento (Ex IPAO)
Mamadou Alhadji Ly (CRES)
Babacar Mboup (CRES)
Abdoulaye Sakho (CRES)
Babou Sarr (Ministère des TIC)
Aliou Sawaré (CRES)
Sokhna Seck Sarr (IPAO)
Isaac Sissoko (ARTP)

Questionnaires utilisés pour les besoins de l'évaluation

Questionnaire administré aux responsables de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest

1. Quelles sont les raisons qui ont dicté le choix de la problématique de projet LICOM ?
2. Un travail de recherche préliminaire a-t-il été entrepris pour mesurer la pertinence et la faisabilité du projet LICOM ?
3. L'UEMOA, la CEDEAO et l'ARTAO ont-elles été associées d'une manière ou d'une autre à la conception du projet LICOM ?
4. Les états concernés et notamment les ministères en charge des TIC ainsi que les agences de régulation des quatre pays ont-ils été associés d'une manière ou d'une autre à la conception du projet LICOM ?
5. Les organisations représentatives du secteur privé des quatre pays ont-elles été associées d'une manière ou d'une autre à la conception du projet LICOM ?
6. Les organisations de la société civile des quatre pays ont-elles été associées d'une manière ou d'une autre à la conception du projet LICOM ?
7. Avec le recul trouvez-vous toujours le projet LICOM aussi pertinent ?
8. Pourquoi ne pas avoir choisi une problématique plus étroitement en relation avec les médias ?
9. Quelle a été la méthode choisie pour sélectionner le CRES comme conseiller scientifique de l'IPAO et institution coordonnatrice de la recherche ?
10. Comment ont-été identifiées les équipes de recherche dans les trois autres pays ?
11. Comment ont-été identifiés les journalistes devant être associés au projet LICOM et sur quelle base ont-ils été choisis ?
12. Quels ont été les problèmes rencontrés dans la coordination administrative du projet d'une part avec la coordination régionale et d'autre part avec les équipes nationales ?
13. Pourquoi ne pas avoir prévu des rencontres dans les pays entre le responsable de la recherche régionale et les équipes sur le terrain ?
14. En dehors de l'envoi des rapports demandés selon un certain calendrier et l'organisation des ateliers quel a été le mécanisme de suivi mis en œuvre pour s'assurer régulièrement de la bonne marche du projet LICOM ?
15. Dans les faiblesses et échecs du projet, quelle est de votre point de vue la part de responsabilité qui revient à l'IPAO, celle qui revient à la coordination régionale et celle qui revient aux différentes équipes nationales ?
16. Quelle appréciation faites-vous de la qualité :
 - Des produits livrés par la coordination régionale de la recherche ?
 - Des produits livrés par la coordination régionale de la recherche juridique ?
 - Des produits livrés par le l'équipe LICOM Bénin ?

- Des produits livrés par le l'équipe LICOM Ghana ?
 - Des produits livrés par le l'équipe LICOM Nigeria ?
 - Des produits livrés par le l'équipe LICOM Sénégal ?
17. Pensez-vous que le budget obtenu a-té été suffisant pour la mise en œuvre du projet ?
18. Selon vous qu'est-ce qui a bien marché et pourquoi et qu'est ce qui n'a pas bien marché et pourquoi ?
19. A la lumière de l'expérience du projet LICOM et de ses résultats, si vous deviez le refaire que feriez-vous différemment ?

Questionnaire administré aux coordonnateurs des équipes nationales de recherche

I) La pertinence des objectifs et des activités

1°) Avez-vous perçu l'IPAO comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix

2°) Avez-vous perçu le CEFRED comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix

3°) Avez-vous perçu le CRES comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix

4°) Avez-vous perçu l'Université de Lagos comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix

5°) Avez-vous perçu le STEPRI comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix

6°) Avez-vous eu des difficultés à coordonner le travail confié aux membres de votre équipe de recherche et pourquoi ?

7°) Etes-vous satisfait de la qualité du travail de recherche fourni par les membres de votre équipe de recherche ?

8°) Le profil disciplinaire des membres de votre équipe de recherche s'est-il révélé adéquat pour réaliser le travail qui vous était demandé et pourquoi ?

9°) Si ce travail de recherche était à refaire en quoi vous y prendriez-vous différemment ?

10°) Les journalistes partenaires du projet ont-ils été eux-mêmes considérés par les autres parties prenantes du projet comme des intervenants pertinents ?

11°) Les objectifs du projet, tels que formulés dans le document de projet, étaient-ils réalistes, eu égard aux problèmes identifiés et pourquoi ?

12°) Le plan de mise en œuvre des activités concourant à l'exécution du projet étaient-ils réalistes, eu égard aux problèmes identifiés et pourquoi ?

13°) Les acteurs-cibles des enquêtes et des interviews que vous avez réalisés étaient-ils représentatifs du secteur des TIC dans votre pays et pourquoi ?

14°) Y-a-t-il des dimensions du projet qui auraient dû être réajustées afin que les objectifs et les activités soient davantage cohérents à l'échelle nationale que sous-régionale et si oui lesquelles ?

15°) Y-a-t-il des dimensions du projet qui auraient dû être réajustées afin que les objectifs et les activités soient davantage cohérents à l'échelle sous-régionale et si oui lesquelles ?

16°) Les objectifs du projet se sont-ils avérés adaptés aux préoccupations et besoins exprimés par les acteurs concernés par la libéralisation du secteur et pourquoi ?

17°) Les activités se sont-elles avérées adaptées aux préoccupations et besoins exprimés par les acteurs concernés par la libéralisation du secteur et pourquoi ?

II) Efficacité et l'efficacité des activités

18°) Le projet était-il réaliste quant à son plan de mise en œuvre (séquençage des activités et calendrier) et pourquoi ?

19°) Dans la mise en œuvre de chacune des activités qu'est ce qui a bien fonctionné et pourquoi ?

20°) Dans la mise en œuvre de chacune des activités qu'est ce qui n'a pas bien fonctionné et pourquoi ?

21°) Estimez-vous avoir disposé d'un nombre suffisant de chercheurs pour mener à bien le travail qui vous a été confié ?

22°) Estimez-vous avoir disposés de toutes les compétences nécessaires au sein de votre équipe pour mener à bien le travail qui vous a été confié ?

23°) Les différentes activités se sont-elles enrichies/alimentées les une les autres pourquoi et si oui comment ?

24°) Selon vous, les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés pourquoi et si oui comment ?

25°) Le projet LICOM vous a-t-il permis de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?

26°) Est-ce que la coordination du programme a assuré efficacement ses missions ?

27°) Qu'est ce qui aurait pu être fait pour mettre en œuvre les activités de manière plus efficace et atteindre davantage les résultats escomptés ?

28°) Les partenariats initiés dans le cadre du projet ont-ils permis une mise en œuvre efficace des activités et une atteinte optimale des résultats ?

29°) Quels ont été les résultats obtenus dans le cadre de la collaboration initiée entre le milieu de la recherche et les médias ? Dans quelle mesure cette collaboration a-t-elle été efficace ?

30°) D'autres partenariats avec des organismes d'appui au secteur TIC ont-ils été initiés tout au long de la conduite du projet et pourquoi ?

31°) Si des partenariats ont été développés avec des organismes d'appui au secteur TIC ont-ils permis d'éviter des doublons préjudiciables à l'efficacité du projet et ont-ils, par exemple, rendu la collecte des données et leur traitement plus efficace ?

32°) Y-a-t-il eu des contraintes (logistique, coordination, bilinguisme, etc.) préjudiciables au bon déroulement des activités si oui lesquelles ?

33°) Y-a-t-il eu des contraintes (logistique, coordination, bilinguisme, etc.) préjudiciables à l'atteinte des résultats attendus si oui lesquelles ?

34°) Y-a-t-il eu des contraintes (logistique, coordination, bilinguisme, etc.) préjudiciables au respect des échéanciers si oui lesquelles ?

35°) Quelle a été la quantité et la qualité des produits obtenus eu égard aux produits escomptés ?

36°) Peut-on raisonnablement considérer que le projet LICOM a permis aux différentes parties prenantes de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC ?

37°) Les intervenants journalistes se sont-ils acquittés efficacement de leurs tâches en conformité avec ce qui avait été arrêté dans leur convention ? Pourquoi ?

38°) Dans quelle mesure les dispositions réglementaires nationales, sous-régionales et internationales ont-elles été correctement vulgarisées et mises en perspective par les intervenants journalistes ?

III) Durabilité et impact du projet

39°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils favorisé l'approfondissement des réflexions et pourquoi ?

40°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils permis d'initier un niveau satisfaisant d'appropriation nationale et sous régionale des résultats de la recherche ?

41°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils permis d'initier un niveau satisfaisant de mobilisation des acteurs capables de porter les recommandations collectives et d'interpeller les décideurs politiques ?

42°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils permis d'initier des collaborations constructives et durables entre milieu de la recherche et médias ?

43°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils permis d'initier des collaborations constructives et durables en matière de plaidoyer ?

44°) Les échanges et les partenariats initiés ont-ils permis d'initier des collaborations constructives et durables en matière de vulgarisation des résultats des projets de recherche futurs ?

45°) Les organismes scientifiques vont-ils chercher à développer des approches similaires et à poursuivre la collaboration entre elles ?

46°) Les organismes scientifiques vont-ils chercher à développer des approches similaires et à poursuivre la collaboration avec les médias ?

47°) Dans quelle mesure les contraintes (internes et externes au projet) ont-elles pu affecter le niveau d'appropriation et de dissémination des résultats à toutes les parties impliquées ?

48°) Quel a été le niveau de visibilité du programme dans les paysages institutionnels nationaux ?

49°) Quel a été le niveau de visibilité du programme dans les paysages institutionnels à l'échelle sous-régionale ?

50°) Si le projet devait comporter une seconde phase sur quelle (s) problématique (s) devrait-il se principalement se concentrer ?

Questionnaire administré aux chercheurs des équipes nationales de recherche

I) La pertinence des objectifs et des activités

1°) Les problèmes identifiés dans le document de projet se sont-ils avérés pertinents par rapport à ce que les recherches thématiques ont pu révéler et pourquoi ?

2°) Les résultats des recherches thématiques ont-ils permis de révéler des problèmes qui n'avaient pas été identifiés dans le document de projet et si oui lesquels ?

3°) La situation de référence présentée dans le document de projet était-elle suffisamment bien décrite pour permettre la formulation de problématiques de recherche pertinentes et pourquoi ?

4°) La méthodologie proposée dans le document de projet pour la caractérisation du secteur des biens et services TIC était-elle pertinente et pourquoi ?

5°) La méthodologie proposée dans le document de projet pour identifier les dispositifs légaux et réglementaires régissant le secteur des biens et services TIC en Afrique de l'Ouest était-elle pertinente et pourquoi ?

6°) La méthodologie proposée dans le document de projet pour dresser l'état et les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC dans la sous-région était-elle pertinente et pourquoi ?

7°) La méthodologie proposée dans le document de projet pour évaluer les coûts et les avantages de la libéralisation du commerce des services TIC pour les pays d'Afrique de l'Ouest en particulier du secteur des biens et services TIC était-elle pertinente et pourquoi ?

8°) L'état des lieux réalisé pour les besoins du projet a-t-il permis de dégager de nouvelles pistes de réflexions et si oui lesquelles ?

9°) Les recommandations faites par les équipes de recherche vous formulées sont-elles adaptées ou non aux contraintes et opportunités que vivent les opérateurs du secteur et pourquoi ?

10°) Les journalistes partenaires du projet ont-ils été des intervenants pertinents et pourquoi ?

11°) L'implication des journalistes dans le projet a-t-elle apporté quelque chose et si oui quoi ?

12°) Avez-vous continué à collaborer avec ces journalistes après la fin du projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?

13°) Pensez-vous impliquer des journalistes dans vos futurs projets de recherche et pourquoi ?

11°) Estimez-vous que d'autres partenaires auraient dû être associés au projet à l'échelle nationale, régionale ou internationale ? Si oui lesquels et pourquoi ?

12°) Les objectifs et les activités mis en œuvre dans le cadre du projet LICOM se sont-ils avérés complémentaires d'autres programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux portant sur le secteur des TIC pourquoi et si oui lesquels et comment ?

13°) Des synergies ont-elles pu être créées avec programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux portant sur le secteur des TIC pourquoi et si oui avec lesquels et comment ?

II) Efficacité et l'efficience des activités

14°) Le projet était-il réaliste quant à son plan de mise en œuvre (séquençage des activités et calendrier) et pourquoi ?

15°) Dans la mise en œuvre de chacune des activités qu'est ce qui a bien fonctionné et pourquoi ?

16°) Dans la mise en œuvre de chacune des activités qu'est ce qui n'a pas bien fonctionné et pourquoi ?

17°) Comment aurait-il fallu procéder pour que les choses se déroulent mieux ?

18°) Les différentes activités se sont-elles enrichies/alimentées les une les autres pourquoi et si oui comment ?

19°) Selon vous, les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés pourquoi et si oui comment ?

20°) Le projet LICOM vous a-t-il permis de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?

III) Durabilité et impact du projet

21°) Comptez-vous exploiter les résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?

22°) Comptez-vous donner une suite à ce travail de recherche, pourquoi et si oui comment ?

23°) Continuez-vous à vous intéresser aux questions touchant à la libéralisation du commerce des services TIC, pourquoi et si oui comment ?

24°) Pensez-vous qu'il est souhaitable de pérenniser les collaborations initiées dans le cadre du projet LICOM avec les autres parties prenantes (décideurs politiques, secteur privé et journalistes) pourquoi et si oui comment ?

25°) Envisagez-vous de pérenniser l'équipe de recherche mise sur pieds pour les besoins du projet LICOM et pourquoi ?

26°) Envisagez-vous de constituer une équipe de recherche sur les questions de libéralisation du commerce des services TIC à l'échelle de votre pays, pourquoi et si oui comment ?

27°) Envisagez-vous de constituer une équipe de recherche sur les questions de libéralisation du commerce des services TIC à l'échelle sous-régionale avec les autres institutions de recherche impliquées dans le projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?

28°) A votre connaissance, d'autres institutions de recherche ou des médias se sont-ils inspirés des objectifs, des activités et des résultats du projet LICOM si oui dans quelle mesure et de quelle manière et qu'est ce qui les a plus particulièrement intéressé et pourquoi ?

29°) Si le projet devait comporter une seconde phase sur quelle (s) problématique (s) devrait-il se principalement se concentrer ?

Questionnaire administré aux décideurs politiques du secteur des TIC

I) La pertinence des objectifs et des activités

- 1°) Les problèmes identifiés dans le document de projet correspondaient-ils aux problèmes que vous aviez-vous-même identifiés ?
- 2°) Les résultats des recherches thématiques ont-ils révélé des problèmes que vous ignoriez ?
- 3°) Les recommandations faites par les chercheurs vous semblent-elles pertinentes pour solutionner les problèmes identifiés et pourquoi ?
- 4°) Estimez-vous que d'autres partenaires auraient dû être associés au projet à l'échelle nationale, régionale ou internationale ? Si oui lesquels et pourquoi ?
- 5°) Les objectifs et les activités mis en œuvre dans le cadre du projet LICOM se sont-ils avérés complémentaires d'autres programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux portant sur le secteur des TIC pourquoi et si oui lesquels et comment ?
- 6°) Les résultats auxquels est parvenu le projet de recherche LICOM vous ont-ils permis d'approfondir votre connaissance des enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC ?

II) Efficacité et l'efficience des activités

- 7°) Selon vous, les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés pourquoi et si oui comment ?
- 8°) Le projet LICOM vous a-t-il permis de renforcer vos capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?

III) Durabilité et impact du projet

- 9°) Les résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet LICOM ont-ils contribué à faciliter la mise en conformité du cadre légal et réglementaire national avec les textes communautaires pourquoi et si oui comment ?
- 10°) Les résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet LICOM vous incitent-ils à modifier votre démarche dans le cadre de futures négociations portant sur la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?
- 11°) Comptez-vous vous inspirer de la démarche multi-acteur adoptée dans le cadre du projet LICOM en vue de mettre en place un programme national d'appui destiné aux acteurs du secteur privé commercialisant des services TIC ?
- 12°) Envisagez-vous de vous appuyer sur les médias en vue de sensibiliser les acteurs du secteur privé aux enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC ?
- 13°) Si le projet devait comporter une seconde phase sur quelle (s) problématique (s) devrait-il se principalement se concentrer ?

Questionnaire administré acteurs du secteur privé

I) La pertinence des objectifs et des activités

1°) Les problèmes identifiés dans le document de projet se sont-ils avérés pertinents par rapport à ce que les recherches thématiques ont pu révéler et pourquoi ?

3°) Les résultats des recherches thématiques ont-ils permis de révéler des problèmes qui n'avaient pas été identifiés dans le document de projet et si oui lesquels ?

3°) La méthodologie proposée dans le document de projet pour la caractérisation du secteur des biens et services TIC était-elle pertinente et pourquoi ?

4°) L'état des lieux réalisé pour les besoins du projet a-t-il permis de dégager de nouvelles pistes de réflexions et si oui lesquelles ?

5°) Les recommandations faites par les acteurs du secteur des TIC vous semblent-elles pertinentes pour solutionner les problèmes identifiés et pourquoi ?

6°) Les journalistes partenaires du projet ont-ils été des intervenants pertinents et pourquoi ?

7°) L'implication des journalistes dans le projet a-t-elle apporté quelque chose et si oui quoi ?

8°) Estimez-vous que d'autres partenaires auraient dû être associés au projet à l'échelle nationale, régionale ou internationale ? Si oui lesquels et pourquoi ?

9°) Les objectifs et les activités mis en œuvre dans le cadre du projet LICOM se sont-ils avérés complémentaires d'autres programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux portant sur le secteur des TIC pourquoi et si oui lesquels et comment ?

10°) Avez-vous perçu l'IPAO comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix)

11°) Avez-vous perçu le CEFRED comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix)

12°) Avez-vous perçu le CRES comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix)

13°) Avez-vous perçu l'Université de Lagos comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix)

14°) Avez-vous perçu le STEPRI comme étant un intervenant crédible dans le cadre de ce programme de recherche ? Choisissez l'une des appréciations suivantes (Pas du tout crédible, peu crédible, moyennement crédible, crédible, fortement crédible) et expliquez les raisons de votre choix)

II) Efficacité et l'efficience des activités

15°) Selon vous, les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés pourquoi et si oui comment ?

16°) Estimez-vous que le projet LICOM a permis aux différentes parties prenantes de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?

III) Durabilité et impact du projet

17°) Comptez-vous exploiter les résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?

18°) Pensez-vous qu'il est souhaitable de pérenniser les collaborations initiées dans le cadre du projet LICOM avec les autres parties prenantes (décideurs politiques, chercheurs et journalistes) pourquoi et si oui comment ?

19°) Si le projet devait comporter une seconde phase sur quelle (s) problématique (s) devrait-il se principalement se concentrer ?

Questionnaire administré aux journalistes impliqués dans le projet LICOM

I) La pertinence des objectifs et des activités

- 1°) Les problèmes identifiés dans le document de projet correspondaient-ils aux problèmes que vous aviez-vous-même identifiés ?
- 2°) Les résultats des recherches thématiques ont-ils révélé des problèmes que vous ignoriez ?
- 3°) Les recommandations faites par les chercheurs vous semblent-elles pertinentes pour solutionner les problèmes identifiés et pourquoi ?
- 4°) Estimez-vous que d'autres partenaires auraient dû être associés au projet à l'échelle nationale, régionale ou internationale ? Si oui lesquels et pourquoi ?
- 5°) Les objectifs et les activités mis en œuvre dans le cadre du projet LICOM se sont-ils avérés complémentaires d'autres programmes d'appui nationaux ou sous-régionaux portant sur le secteur des TIC pourquoi et si oui lesquels et comment ?
- 6°) Les résultats auxquels est parvenu le projet de recherche LICOM vous ont-ils permis d'approfondir votre connaissance des enjeux de la libéralisation du commerce des services TIC ?
- 7°) Avez-vous continué à collaborer avec les chercheurs impliqués après la fin du projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?
- 8°) Pensez-vous collaborer avec des chercheurs dans le cadre de vos futures activités professionnelles portant sur le secteur des TIC en général et pourquoi ?
- 9°) Estimez-vous que d'autres partenaires auraient dû être associés au projet à l'échelle nationale, régionale ou internationale ? Si oui lesquels et pourquoi ?

II) Efficacité et l'efficacité des activités

- 10°) Selon vous, les méthodologies utilisées ont-elles permis d'atteindre efficacement les objectifs escomptés pourquoi et si oui comment ?
- 11°) Estimez-vous que le projet LICOM a permis aux différentes parties prenantes de renforcer leurs capacités d'analyse sur les enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?
- 12°) Le projet LICOM a-t-il contribué à renforcer vos capacités en matière de compréhension et d'appréhension des enjeux de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?
- 13°) Le projet LICOM a-t-il contribué à augmenter vos connaissances relatives à la problématique de la libéralisation du commerce des biens et services TIC pourquoi et si oui comment ?
- 14°) Le projet LICOM a-t-il contribué à améliorer votre réseautage avec vos confrères spécialisés sur cette question à l'échelle nationale et/ou régionale qu'avec les chercheurs travaillant sur ces questions ou encore avec les acteurs du secteur privé ?

III) Durabilité et impact du projet

- 15°) Comptez-vous exploiter les résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet LICOM, pourquoi et si oui comment ?

16°) Continuez-vous à vous intéresser aux questions touchant à la libéralisation du commerce des services TIC, pourquoi et si oui comment ?

17°) Envisagez-vous de vous spécialiser sur les questions touchant à la dimension économique des TIC ?

18°) Pensez-vous qu'il est souhaitable de pérenniser les collaborations initiées dans le cadre du projet LICOM avec les autres parties prenantes (chercheurs, décideurs politiques et secteur privé) pourquoi et si oui comment ?

19°) A votre connaissance, d'autres organismes de recherche ou des médias se sont-elles inspirés des objectifs, des activités et des résultats du projet LICOM si oui dans quelle mesure et de quelle manière et qu'est ce qui les a plus particulièrement intéressé et pourquoi ?

20°) Si le projet devait comporter une seconde phase sur quelle (s) problématique (s) devrait-il se principalement se concentrer ?